

UNIVERSITE DE PARIS. — FACULTÉ DE DROIT

DE

L'ACQUITTEMENT

THÈSE POUR LE DOCTORAT

PRÉSENTÉE ET SOUTENUE

Le lundi 26 octobre 1908, à 9 heures 1/2.

PAR

A. THIBAUT

Président : M. LE POITTEVIN, professeur.

Suffragants { *MM. GARÇON, professeur.*
CAPITANT, chargé de cours.



PARIS

LIBRAIRIE DES FACULTÉS

A. MICHALON

[10, Rue de Vaugirard, 10 (près l'Odéon)]

(Anciennement : 26, rue Monsieur-le-Prince)

—
1908

THÈSE
POUR
LE DOCTORAT

La Faculté n'entend donner aucune approbation
ni improbation aux opinions émises dans les
thèses; ces opinions doivent être considérées
comme propres à leurs auteurs.

UNIVERSITÉ DE PARIS. — FACULTÉ DE DROIT

DE

L'ACQUITTEMENT

THÈSE POUR LE DOCTORAT

PRÉSENTÉE ET SOUTENUE

Le lundi 26 octobre 1908, à 9 heures 1/2.

PAR

A. THIBAUT

Président : M. LE POITTEVIN, professeur.

Suffragants { *MM. GARÇON, professeur.*
CAPITANT, chargé de cours.



PARIS

LIBRAIRIE DES FACULTÉS

A. MICHALON

10, Rue de Vaugirard, 10 (près l'Odéon)

(Anciennement : 26, rue Monsieur-le-Prince)

—
1908



Digitized by the Internet Archive
in 2026

DE L'ACQUITTEMENT

INTRODUCTION

Aux termes de l'article 358 du Code d'instruction criminelle, « lorsque l'accusé aura été déclaré non coupable, le président prononcera qu'il est *acquitté* de l'accusation, et ordonnera qu'il soit mis en liberté, s'il n'est retenu pour autre cause. »

De cet article, il ressort nettement que la déclaration faite par le jury que l'accusé n'est pas coupable du fait dont on l'avait incriminé entraîne de toute nécessité son acquittement qui démontre par là même son innocence.

Que dit maintenant l'article 364 du Code d'instruction criminelle?

« La Cour prononcera l'*absolution* de l'accusé, si le fait dont il est déclaré coupable n'est pas défendu par une loi pénale. »

Ici, la situation de l'accusé change complètement. Dans le cas de l'article 358, il était déclaré non

coupable du fait qui l'avait amené devant la Cour d'assises ; avec l'article 364, au contraire, il est déclaré coupable de ce fait, mais c'est la qualité de ce dernier qui l'empêche d'être condamné. Il sera, non plus *acquitté* comme précédemment, parce que son innocence aura été reconnue, mais *absous* parce qu'aucune loi pénale n'aura prévu ni défendu le fait dont il se sera rendu coupable.

Sans entrer ici dans des détails qui trouveront mieux leur place dans la suite de notre étude, lorsque nous préciserons la sphère d'application de l'acquittement, nous indiquerons, d'ores et déjà, pour éviter toute confusion entre l'acquittement de l'article 358 et l'absolution de l'article 364, quelles différences profondes séparent pratiquement ces deux hypothèses, et de deux choses en apparence similaires font en réalité des institutions fort dissemblables.

Ces différences sont d'ordre moral et d'ordre légal. D'ordre moral d'abord, en ce que l'acquittement, ainsi que nous l'avons déjà dit, lave complètement l'accusé des charges qui pesaient contre lui, interdit tout soupçon à son égard, proclame son innocence aux yeux du monde ; tandis que l'absolution, au contraire, établit définitivement que l'accusé a commis le fait qui a motivé la poursuite, qu'elle le replace au milieu des honnêtes gens avec le poids de sa faute entière et la flétrissure que, vis-à-vis d'eux, cette faute lui aura imprimée ; seulement l'absolution

vient dire: Cet homme, quoique coupable du fait qu'on lui reproche, ne peut pas être condamné, parce qu'aucune peine ne peut elle-même être infligée sans un texte de loi qui en prévoit l'application, et que, dans l'espèce, aucune loi pénale ne défend l'acte dont l'accusé a été reconnu l'auteur.

Mais, ce n'est pas seulement au point de vue moral que l'acquittement se sépare de l'absolution.

Des différences d'ordre juridique, sur lesquelles nous aurons à insister tout particulièrement, achèvent de donner à chacune de ces institutions une physionomie propre et permettent de les opposer l'une à l'autre, non plus seulement dans leur principe, mais encore jusque dans leurs effets les plus immédiats.

A qui appartient-il, en premier lieu, de prononcer l'acquittement ou l'absolution ? Est-ce du même pouvoir qu'ils émaneront tous deux ? Les articles 358 et 364 du Code d'instruction criminelle nous répondent négativement, en nous apprenant que l'acquittement est prononcé par le président seul tandis que l'absolution l'est par la Cour toute entière. Puis, que décider quant au pourvoi en cassation ? quant aux dommages-intérêts ? quant à la condamnation aux frais ? Autant de questions destinées à recevoir des réponses différentes suivant qu'il s'agira de l'acquittement ou de l'absolution.

On voit que ces deux expressions, souvent confondues dans l'esprit public, correspondent en réalité à

des choses fort dissemblables, et que les articles 358 et 364 du Code d'instruction criminelle visent des cas bien nettement séparés, ayant chacun leur domaine propre d'application, et engendrant des conséquences opposées.

Mais, en a-t-il toujours été ainsi ? La distinction initiale que nous avons marquée entre l'acquittement et l'absolution a-t-elle été vue dès une époque reculée de l'histoire, ou bien n'est-elle au contraire qu'un produit de formation récente dû à telle institution nouvelle et à un raisonnement juridique plus parfait ?

Quelques regards jetés sur le passé nous convaincront aisément que cette dernière manière de voir est la vraie, et que c'est seulement depuis un siècle, époque de la confection de notre Code d'instruction criminelle, que l'acquittement a été légalement distingué de l'absolution.

Lorsque nous aurons ainsi précisé l'origine de la notion moderne de la décision d'acquittement, nous examinerons suivant quelles formes cette décision doit être rendue.

Nous nous attacherons ensuite à déterminer les cas dans lesquels les juridictions répressives et spécialement la Cour d'assises doivent prononcer l'acquittement de l'inculpé.

Nous étudierons enfin, avec les développements qu'elle comporte, l'importante question des conséquences de l'acquittement.

Notre travail sera donc divisé de la façon suivante :

CHAPITRE I. — *Notions historiques sur l'acquittement ;*

CHAPITRE II. — *Formes de l'acquittement ;*

CHAPITRE III. — *Sphère d'application de l'acquittement ;*

CHAPITRE IV. — *Effets de l'acquittement.*

CHAPITRE PREMIER

NOTIONS HISTORIQUES SUR L'ACQUITTEMENT

Dans les législations anciennes, tout d'abord, on condamne ou l'on absout, parfois, on ordonne un plus ample informé, et rien de plus. Ainsi, à Athènes, deux votes successifs sont émis : l'un, sur la culpabilité de l'accusé, l'autre, sur le châtiment qu'il y a lieu de lui infliger. Le premier est exprimé au moyen soit de coquillages, soit de cailloux, soit de fèves blanches et noires. Ces fèves sont placées sur un autel où les juges vont les prendre en ayant soin de ne les toucher qu'avec trois doigts pour qu'on puisse voir qu'ils n'en prennent qu'une à la fois. Elles sont jetées dans deux urnes qu'ouvre ensuite le président. Celui-ci compte les suffrages et proclame le résultat. Si les fèves noires et blanches se trouvent en nombre égal, l'accusé est *absous*.

A Rome, c'est primitivement le peuple assemblé dans les comices par centuries, qui rejette l'accusation lorsque celle-ci ne lui paraît pas fondée. Mais,

au VII^e siècle de l'ère romaine, le vote au scrutin, *per tabellas*, est seul en vigueur. Trois tablettes étaient remises aux juges : l'une portait la lettre A, formule de l'absolution, l'autre, la lettre C, formule de la condamnation; quant à la troisième, elle était marquée NL, *non liquet*, et avait pour effet de prononcer le renvoi à un plus ample informé, *ut amplius pronuntiaretur*.

Pour qu'il y eût jugement, il était nécessaire que l'une de ces trois formules réunît la majorité absolue. S'il y avait partage entre l'une ou l'autre, l'opinion la plus favorable à l'accusé était adoptée : « *In consilium erant ituri iudices XXXII ; Sententiis XVI absolutio confici poterat.* » (Cicéron, *Pro Clementio*, 27.)

Après avoir vérifié les tablettes, le préteur faisait connaître la déclaration des juges. Si la majorité des suffrages donnait l'absolution, il prononçait la formule suivante : *Non videtur fuisse* ou *jure videtur fuisse*.

Dans notre ancien droit, aux XVI^e et XVII^e siècles, l'accusé devait être *absous* si les juges étaient également partagés entre la condamnation et l'absolution. Mais, lorsqu'il n'y avait pas lieu à condamnation, si l'accusation était jugée mal fondée, l'absolution pure et simple n'était pas la seule solution à laquelle les juges eussent le droit de s'arrêter. En dehors d'elle en effet existaient deux autres ressources pour

ces derniers : « la mise hors cour » et le « plus amplement informé ».

« Le plus amplement informé » était seulement une absolution provisoire. Quant à la « mise hors cour », « on y met les parties, nous dit Pothier (1), lorsque l'innocence de l'accusé n'est pas pleinement justifiée, et que l'accusation, quoique non prouvée n'a pas été néanmoins intentée sans quelque fondement. »

Cette façon de prononcer laissait en somme des soupçons contre l'accusé qui s'échappait faute de preuve. Aussi, dans cette hypothèse ne pouvait-il prétendre à des dommages-intérêts, tandis qu'il avait le droit d'en réclamer à la partie civile, lorsqu'il était absous purement et simplement.

On voit qu'en dehors de ces distinctions, législativement posées dans l'ordonnance de 1670 (Ordonnance criminelle), les différences qui existent aujourd'hui dans notre droit, entre l'absolution et l'acquiescement étaient tout à fait inconnues dans l'ancienne jurisprudence. Il y avait à cela une excellente raison : c'est qu'à cette époque, le juge du fait est aussi le juge du droit, et que, par conséquent, les effets de leurs décisions sont les mêmes toutes les fois que l'accusé échappe à une condamnation. Que ce soit pour une raison ou pour une autre, il est

1. *Traité de la Procédure Criminelle*, section V.

absous, et il ne peut encore être question à son égard d'*acquittement*.

Mais, en 1791, a lieu une innovation des plus importantes, nous voulons dire l'institution en France du jury. La vieille confusion du juge du fait et du juge du droit a vécu, le pouvoir d'admettre ou de rejeter la culpabilité va être séparé du pouvoir d'infliger la peine, et, c'est de ce nouvel état de choses que vont se dégager peu à peu la notion d'acquittement d'une part, et d'un autre côté, celle d'absolution.

Ce n'est cependant pas dès au lendemain de la loi du 16 septembre 1791 instituant le jury que la différence s'établit entre elles, et il faut attendre jusqu'au Code d'instruction criminelle de 1808 pour la voir se réaliser.

Si, en effet, nous consultons le Code des délits et des peines du 3 brumaire an IV, nous y lisons un article 424 ainsi conçu :

« Lorsque l'accusé a été déclaré non convaincu, le président, sans consulter les juges ni entendre le commissaire du Pouvoir exécutif, prononce qu'il est *acquitté* de l'accusation et ordonne qu'il soit mis sur-le-champ en liberté. » Et, quelques lignes plus loin, nous trouvons l'article 432 ainsi libellé :

« Les juges prononcent ensuite et sans désespérer, la peine établie par la loi, ou *acquittent* l'accusé, si le fait dont il est convaincu, n'est pas défendu par elle. »

Ces deux articles du Code de brumaire an IV contiennent bien les deux hypothèses que nous avons relevées précédemment dans les articles 358 et 364 de notre Code d'instruction criminelle : d'abord, l'accusé déclaré non coupable par le jury, puis, l'accusé déclaré coupable, mais le fait dont il est ainsi convaincu n'étant pas défendu par la loi.

Or, tandis que le Code d'instruction criminelle de 1808 applique au premier cas ce qu'il appelle *acquittement*, et réserve pour le second ce qu'il appelle *absolution*, le Code de brumaire an IV, on vient de le voir, ne distingue pas encore : dans l'une et l'autre circonstance, il édicte que l'accusé sera *acquitté*. Ce n'est donc que quelques années plus tard qu'un individu non condamné allait pouvoir être, suivant les cas, acquitté ou bien absous, sans qu'il fût d'ailleurs question, comme autrefois, d'un plus ample informé, réservé à des accusés que l'on n'eût pas jugé prudent de tenir définitivement quittes.

Toutefois, ce n'est pas que la vieille pratique du plus ample informé n'ait eu à cette époque ses partisans et que la tradition de l'ancien droit n'ait été un moment sur le point de réapparaître. En effet, dans la séance du Conseil d'État du 30 prairial an XII, l'archichancelier de l'Empire prononça ces paroles : « Aujourd'hui le chef d'une cour criminelle n'est pas armé de moyens suffisants pour contenir les accusés, les défenseurs, le public... Veut-on qu'il agisse avec

la fermeté convenable? Que le tribunal ne soit point réduit à prononcer l'*absolution pure et simple* de l'accusé à qui la déclaration du jury est favorable, mais qu'il puisse le mettre dans les liens d'un plus ample informé et sous la surveillance de la police. »

Et quelques jours auparavant, dans la séance du 9 prairial, il s'était exprimé de la même façon en disant : « Il est encore une modification non moins importante : que l'*absolution* d'un accusé ne soit pas toujours pour lui un triomphe complet, mais que les juges trouvent dans la loi le pouvoir de le mettre sous un plus ample informé et de le placer sous la surveillance de la police. »

Mais, cette opinion de l'archichancelier ne trouva point d'écho, et dans le cours de la discussion, il n'en fut plus question; le plus ample informé ne devait point renaître.

On voit, par ces quelques considérations historiques, que ce n'est pas de longue date que l'acquittement a été juridiquement distingué de l'absolution. Jusqu'à une époque récente, ces deux choses ont été confondues sous une même appellation, et il a fallu l'établissement d'un rouage nouveau dans la procédure criminelle, à savoir la création du jury, pour que le juge du fait étant alors distinct du juge du droit, on ne se trouvât plus forcément en présence de décisions produisant les mêmes effets chaque fois que l'accusé échapperait à une condamnation.

CHAPITRE II

FORMES DE LA DÉCISION D'ACQUITTEMENT

Les termes d'« acquittement », et d'« absolution », avec le sens bien caractérisé que donnent à chacun d'eux les articles 358 et 364 du Code d'instruction criminelle, — sens que nous avons mis en lumière dans notre *Introduction*, — ne sont guère employés par la loi et usités dans la pratique que dans les affaires de grand criminel.

Lorsqu'il s'agit, non plus de la Cour d'assises, mais d'un tribunal de simple police, d'un tribunal de police correctionnelle, ou de la Chambre des Appels correctionnels, et qu'une quelconque de ces juridictions décide que le fait reproché au délinquant ne constitue ni délit ni contravention, elle prononce en sa faveur, non pas un acquittement, non pas une absolution comme pour le prévenu des articles 358 et 364, mais un « renvoi ».

C'est ainsi que l'article 191 du Code d'instruction

criminelle, relatif aux tribunaux de police correctionnelle, s'exprime en ces termes :

« Si le fait n'est réputé ni délit ni contravention de police, le tribunal annulera l'instruction, la citation et tout ce qui aura suivi, *renverra* le prévenu, et statuera sur les demandes en dommages-intérêts. »

De même l'article 212 du Code d'instruction criminelle, s'occupant des appels correctionnels :

« Si le jugement est réformé parce que le fait n'est réputé délit ni contravention de police par aucune loi, la Cour *renverra* le prévenu et statuera, s'il y a lieu, sur ses dommages-intérêts. »

Quant aux articles 160 et 193 du même Code, il y est bien encore question de renvoi, mais, alors, ce mot est pris dans son sens grammatical, et non plus dans le sens spécial que nous venons de lui trouver dans les articles 191 et 212 (1).

Est-ce à dire que les expressions *acquitté* et *acquittement* n'ont jamais trouvé leur place dans des textes de loi ou des décisions judiciaires concernant de simples délits, voire des contraventions, alors que pour

1. Art. 160. — « Si le fait est un délit qui emporte une peine correctionnelle ou plus grave, le tribunal *renverra* les parties devant le procureur du roi. »

Art. 193. — « Si le fait est de nature à mériter une peine afflictive ou infamante, le tribunal pourra décerner de suite le mandat de dépôt ou le mandat d'arrêt et il *renverra* le prévenu devant le juge d'instruction compétent. »

être exacts, les uns et les autres eussent dû parler de *renvoi*. Il suffit, pour s'en rendre compte, de feuilleter encore le Code d'instruction criminelle, qui n'a pas toujours été aussi scrupuleux quant aux termes dont il se sert, que dans les articles 191 et 212 précités.

En effet, ne dit-il pas expressément dans son article 206, qui prévoit le cas où un prévenu ne sera pas condamné en police correctionnelle :

« En cas d'*acquittement*, le prévenu sera immédiatement et nonobstant appel, mis en liberté. »

C'est encore la loi du 20 mai 1863 sur l'instruction des flagrants délits, devant les tribunaux correctionnels, qui dispose ainsi dans son article 6 :

« L'inculpé, s'il est *acquitté*, est immédiatement, nonobstant appel, mis en liberté. »

Voilà donc deux textes législatifs qui ne laissent place à aucune incertitude et qui parlent nettement d'*acquittement*, alors qu'en réalité il ne peut être question que de *renvoi*.

Mais, sur ce point, certaines décisions judiciaires ne le cèdent en rien aux articles que nous venons de citer ; en introduisant le même terme dans une matière qui l'exclut de par sa nature, elles sont tombées dans la même inexactitude, elles ont fait preuve d'une égale impropriété de langage.

C'est tout d'abord un jugement du tribunal correctionnel de la Seine du 20 février 1882, qui s'ex-

prime de la façon suivante : « Attendu que ledit jour est intervenu un jugement qui a prononcé *l'acquittement* dont Lesueur et Arizon ont été l'objet... (1) » Puis, un jugement de Lyon du 21 décembre 1883 qui dit de la même manière : « Considérant que le jugement qui a *acquitté* les prévenus... (2) »

Donc, les expressions *acquittement*, *acquitté*, doivent être réservées au prévenu traduit devant la Cour d'assises ; en matière correctionnelle ou de simple police, il y aura simplement *renvoi*. Sur ce dernier point, il y a lieu de faire remarquer que bien qu'aucune expression ne soit sacramentelle, encore faut-il que celle employée soit nette et précise et qu'elle ne laisse place à aucun doute.

C'est ainsi qu'il a été jugé « que le jugement s'étant borné à prononcer le renvoi de l'épouse Bonnet par la formule *hors de cour*, ne renferme pas une déclaration assez explicite sur la culpabilité ou la non culpabilité de la prévenue ; que ce prononcé, admis par l'ancienne jurisprudence criminelle, ne doit plus être usité, parce qu'il ne purge pas entièrement la prévention et qu'il ne satisfait pas pleinement au vœu actuel du législateur (3). »

La décision, lorsqu'il s'agit d'un renvoi, est rendue généralement après la clôture des débats. Elle

1. S. 82.2.255.

2. S. 85.2.41.

3. Bordeaux, 15 novembre 1832. S. 33.2.633.

doit être motivée et indiquer si elle est fondée sur ce que les faits incriminés ne sont pas prouvés, ou sur ce qu'ils ne constituent pas un délit, — ce qui en matière criminelle aboutirait dans ce dernier cas à une *absolution*, — ou sur ce que le prévenu n'est pas coupable, ce qui dans la même hypothèse, entraînerait un *acquittement*.

Aussi, n'a pas été considérée comme légalement motivée une décision qui avait déclaré que la prévention n'était pas suffisamment justifiée (1), une autre qui avait dit que la plainte n'était nullement justifiée. (Cass., 5 avril 1860, S. 60.1.580 ; Cass., 3 juillet 1863. D. P. 66.5.311.)

Enfin, le jugement doit être motivé sur chaque chef de la prévention.

1. « Attendu... dans l'espèce, que Drême était poursuivi à la requête de Cassaigne, pour avoir chassé sans autorisation sur les propriétés de ce dernier ; que l'arrêt attaqué s'est borné à déclarer, en adoptant les motifs des premiers juges, que le délit de chasse allégué par Cassaigne à l'encontre du sieur Drême *n'est pas justifié*.

Qu'en statuant ainsi, la Cour Impériale d'Angers a laissé incertain le point de savoir si elle a entendu écarter, comme n'étant pas suffisamment prouvé, le fait à raison duquel Drême était poursuivi, ou refuser à ce fait le délit de chasse prévu et puni par l'article 11 de la loi du 3 mai 1844. D'où il suit que l'arrêt n'est pas suffisamment motivé et qu'il contient une violation formelle des dispositions de l'article 7 de la loi du 20 avril 1818. »

Le renvoi est pur et simple.

En conséquence, le jugement ne peut contenir l'injonction de ne pas récidiver, ni ordonner contre celui au profit de qui il intervient, une mesure pénale, même à titre de précaution.

Pour en finir avec ces questions de terminologie, et laissant de côté, après ce que nous venons d'en dire, le *renvoi* des tribunaux correctionnels ou de simple police, indiquons ici d'un mot que lorsque le juge d'instruction estime que l'inculpation n'est pas justifiée, il rend une ordonnance de non-lieu.

C'est aussi par un arrêt de non-lieu que la Chambre des mises en accusation décide que l'accusation n'est pas fondée.

Mais, dans l'un et l'autre cas, il n'y a pas à proprement parler *acquittement*, dans le sens spécial de ce mot (1).

1. Un arrêt de la Cour de cassation du 22 avril 1830 avait paru vouloir établir certaine distinction dans les décisions de la Cour d'assises : « C'est la Cour d'assises, disait cet arrêt, qui prononce *l'absolution*, si le fait dont le prévenu est déclaré coupable n'est pas défendu par une loi pénale ; ou son *renvoi* si, d'après la déclaration du jury et la nature de la peine à appliquer d'après les faits déclarés constants, ladite peine est prescrite. »

Mais, cette distinction absolument arbitraire n'a pas été maintenue, et la Cour de cassation, sauf dans ce seul arrêt, n'a jamais admis pour qualifier les décisions de la Cour d'assises, que les expressions *acquittement* et *absolution*.

En Cour d'assises, la décision d'acquiescement, nous l'avons déjà dit, résulte d'une ordonnance du président, qui ne fait en cela qu'enregistrer et mettre à exécution le verdict du jury.

Avant donc d'examiner avec quelque détail l'ordonnance d'acquiescement rendue par le président, il convient de rechercher de quelle façon le jury lui-même émet son opinion, que cette ordonnance, au cas de non-culpabilité déclarée, viendra ensuite traduire fidèlement.

Sur ce point, notre législation a subi de très nombreuses fluctuations, que nous allons résumer brièvement. Ces incertitudes quant au nombre de voix nécessaire pour former la décision du jury proviennent des trois partis entre lesquels on peut hésiter à cet égard : celui qui exige, pour la déclaration de culpabilité, l'unanimité des voix ; celui qui réclame encore une majorité considérable ; celui enfin qui se contente de la majorité simple.

La loi du 16-29 septembre 1791, dans son titre 7, article 28, décidait que l'option de trois jurés en faveur de l'accusé suffirait pour entraîner l'acquiescement. Ce système fut celui du Code des délits et des peines de brumaire an IV.

Mais une loi du 19 fructidor an V adopta le système de l'unanimité, disposant dans son article 33 :

« Les jurés ne pourront, dans les vingt-quatre heures de leur réunion, voter pour ou contre qu'à l'unanimité ;

ils seront, pendant ce temps, exclus de toute communication extérieure. Si après ce délai ils déclarent qu'ils n'ont pu s'accorder pour émettre un vœu unanime, ils se réuniront derechef, et la déclaration se fera à la majorité absolue. »

Dans son article 347, le Code d'instruction criminelle repoussa ce système :

« La décision du jury, disait-il, se formera contre l'accusé, à la majorité de plus de sept voix. Elle se formera à la même majorité de plus de sept voix sur l'existence des circonstances atténuantes. Dans l'un et l'autre cas, la déclaration du jury constatera cette majorité, à peine de nullité, sans que jamais le nombre de voix puisse y être exprimé. »

Cette disposition était complétée un peu plus loin par l'article 351 qui ajoutait :

« Si néanmoins l'accusé n'est déclaré coupable du fait principal qu'à une simple majorité, les juges délibéreront entre eux sur le même point, et, si l'avis de la minorité des jurés est adopté par la minorité des juges, de telle sorte qu'en réunissant le nombre de voix, ce nombre excède celui de la majorité des jurés et de la minorité des juges, l'avis favorable à l'accusé prévaudra. »

Cette participation des magistrats à la décision du point de fait était vicieuse. Ainsi les juges (dont le nombre était alors de cinq) pouvaient en se réunissant aux cinq jurés favorables à l'acquittement, faire

changer la décision et l'emporter sur les huit voix, celle des sept jurés et du huitième juge. C'était toujours, il est vrai, l'avis de la majorité ; mais, cette majorité, qui faisait le jugement, se composait d'une voix sur dix-sept opinants.

Il pouvait encore arriver que la minorité de la Cour l'emportât sur la majorité. Il suffisait pour cela que deux des cinq magistrats se réunissent aux sept jurés pour la culpabilité. Ces neuf voix triomphaient de celles des cinq jurés et des trois magistrats.

Aussi, la loi du 24-25 mai 1821 vint-elle modifier cet état de choses.

« A l'avenir, déclarait-elle, et lorsque dans le cas prévu par l'article 351 du Code d'instruction criminelle, les juges seront appelés à délibérer entre eux sur une déclaration du jury formée à la majorité, l'avis favorable à l'accusé prévaudra toutes les fois qu'il aura été adopté par la majorité des juges. »

Mais, cette disposition fut encore reconnue insuffisante, et abrogée en même temps que l'article 351 par une loi du 4-5 mars 1831. Cette loi réduisit les magistrats de la Cour d'assises à trois et exigea dans le jury une majorité de huit voix contre quatre pour la condamnation (1) ; enfin, elle retira aux Cours d'assises la faculté de délibérer sur la déclaration du jury.

1. *Art.* 3, § 1^{er} : « La décision du jury se formera à plus de 7 voix. »

Les dispositions de la loi de 1831 telles que nous venons de les indiquer furent reproduites dans une loi de l'année suivante (18 avril, 1^{er} mai 1832) à laquelle cependant plusieurs amendements avaient été successivement proposés.

C'est ainsi qu'en premier lieu on avait demandé que le nombre des voix fût différent suivant qu'il s'agirait de peines moindres que la peine de mort, ou au contraire de cette dernière.

Un autre amendement avait eu pour but d'établir une majorité de neuf voix contre trois, au lieu de sept contre cinq. Il avait d'abord été adopté par la Chambre des députés, mais la Chambre des pairs le remplaça par la disposition qui devait triompher en définitive.

Enfin, M. Dumont de Saint-Priest avait proposé que les décisions pour ou contre l'accusé se formassent à l'unanimité à peine de nullité.

Comme les deux précédents, cet amendement avait été rejeté.

La majorité de huit voix établie par les lois de 1831 et de 1832 ne devait pas être de longue durée. En effet, quelques années après, une loi du 9 septembre 1835 revient à l'ancien système et exige la majorité de sept voix contre cinq.

L'article 1^{er} de cette loi rectifie ainsi l'article 348 du Code d'instruction criminelle.

« La décision du jury, tant contre l'accusé que sur

les circonstances atténuantes, se formera à la majorité, à peine de nullité. La déclaration du jury constatera la majorité, à peine de nullité, sans que le nombre de voix puisse y être exprimé, si ce n'est dans le cas prévu par le paragraphe 4 de l'article 341. »

Mais un décret du 6 mars 1848 vient encore une fois modifier cette législation en décidant que l'accusé ne peut être déclaré coupable qu'à la majorité de plus de huit voix (1).

Décret encore plus éphémère lui-même, puisque la même année un autre décret du 18 octobre rétablit le système de la loi du 4 mars 1831 :

« La déclaration relative à la culpabilité, aux circonstances aggravantes, aux questions d'excuse et de discernement, doit être prononcée à la majorité de plus de sept voix. La déclaration du jury doit énoncer cette majorité de plus de sept voix, sans pouvoir indiquer le nombre de voix ; le tout à peine de nullité. »

Enfin, une loi du 9 juin 1853 abroge le décret de 1848 et devient l'article 347 actuel du Code d'instruction criminelle, disposant, après tant de systèmes différents, que « la décision du jury, tant contre

1. *Décret du 6 mars 1848* : « La condamnation aura lieu à la majorité de neuf voix ; la décision du jury portera ces mots : « Oui, l'accusé est coupable à la majorité de plus de huit voix », à peine de nullité. »

l'accusé que sur les circonstances atténuantes, se forme à la majorité... »

Donc, aujourd'hui dans notre législation, toutes les décisions du jury se prennent à la majorité simple. La distinction que l'article 347 a conservée entre les décisions contre l'accusé et celles qui lui sont favorables était nécessaire sous l'empire des lois du 4 mars 1831 et du 18 octobre 1848 qui avaient exigé la majorité de plus de sept voix ; car cette majorité ne s'appliquant qu'aux décisions contre l'accusé, il en résultait que les déclarations affirmatives des faits d'excuse pouvaient être rendues à la simple majorité.

Mais, la loi du 9 juin 1853 ayant substitué dans l'article 347 la majorité simple à la majorité de plus de sept voix, comme la loi de 1835 l'avait déjà essayé, cette distinction est devenue inutile, car les décisions favorables à l'accusé aussi bien que celles qui lui sont contraires, se prennent aujourd'hui à la simple majorité.

Il s'ensuit qu'il ne peut jamais y avoir de partage entre les jurés ; car, s'il faut sept voix au moins pour déclarer la culpabilité, lorsque cette culpabilité n'est reconnue que par six voix, l'accusé doit être déclaré non coupable, et par conséquent acquitté.

L'ancien article 347 portait ces mots : « En cas d'égalité de voix, l'avis favorable à l'accusé prévaut. » Cette disposition, devenue inutile, a été effacée de l'article 347 actuel.

Une fois le verdict du jury rendu, et l'accusé déclaré non coupable selon le système de majorité établi par l'article 347 du Code d'instruction criminelle tel que nous venons de l'étudier, le président, aux termes de l'article 358, prononce qu'il est acquitté de l'accusation et ordonne qu'il soit mis en liberté, s'il n'est retenu pour autre cause (1).

Cet acquittement est prononcé par le président des assises en vertu d'un droit qui lui est propre, il puise cette attribution dans la délégation qu'il reçoit de la loi, et n'exerce nullement son droit au nom de la Cour. Il n'a donc à consulter ni cette dernière ni le ministère public ; cette solution était d'ailleurs celle du Code des délits et des peines qui disposait dans son article 424 :

« Lorsque l'accusé a été déclaré non convaincu, le président, *sans consulter les juges ni entendre le commissaire du Pouvoir exécutif*, prononce qu'il est

1. C'est au ministère public qu'il appartient de mettre à exécution cette ordonnance d'acquittement ; en conséquence, un ordre de mise en liberté est par lui envoyé au gardien-chef de la maison d'arrêt qui doit s'y conformer sans délai. Voici le modèle de cet ordre de mise en liberté.

ORDRE DE MISE EN LIBERTÉ

Le gardien-chef de la maison d'arrêt mettra immédiatement en liberté, s'il n'est retenu pour autre cause, le nommé détenu pour par suite de

Au Parquet, à le 19 .

Le Procureur de la République.

acquitté de l'accusation, et ordonne qu'il soit mis sur-le-champ en liberté. »

Quant au projet du Code d'instruction criminelle, c'est à la Cour elle-même et non au président qu'il attribuait le droit de prononcer l'acquittement, se séparant en cela du Code de brumaire an IV.

L'article 356 du projet disposait en effet :

« Lorsque l'accusé aura été déclaré non coupable, *la Cour* l'acquittera de l'accusation... »

Mais l'archichancelier fit observer qu'en exigeant que l'accusé fût acquitté par un arrêt pris à la majorité des voix, on supposait que la Cour pourrait délibérer, et qu'alors il serait possible qu'elle s'écartât de la déclaration du jury. Mieux valait, disait-il, que, comme dans le droit actuel, l'accusé fût acquitté par une simple ordonnance du président. C'est en définitive la solution qui l'emporta et qui devint celle de l'article 358 du Code d'instruction criminelle.

A quel moment le président prononce-t-il l'acquittement ? Aussitôt après la lecture de la déclaration négative de la culpabilité. Cela résulte des paragraphes 1 et 2 de l'article 358 :

§ 1. — « Lorsque l'accusé aura été déclaré non coupable, le président prononcera qu'il est acquitté de l'accusation.

§ 2. — La Cour statuera *ensuite* sur les dommages-intérêts.

L'ordonnance d'acquittement étant d'ailleurs la

simple constatation d'un fait, n'a pas besoin d'être motivée. Elle est ordinairement rendue contradictoirement, mais elle peut aussi l'être par défaut si l'accusé est contumax, cela résulte nettement de l'article 471 du Code d'instruction criminelle qui débute par ces mots : « Si le contumax est condamné.... »

Maintenant, que décider si la Cour d'assises, usurpant sur le pouvoir du président, prononçait elle-même la formule de l'acquittement ? Point de doute : il y aurait nullité, la compétence en matière criminelle étant d'ordre public. Ainsi décide un arrêt de la Cour de cassation de juin 1831 (S. 31.1.346).

« Attendu en droit, que c'est au président de la Cour d'assises qu'il appartient, d'après l'article 358, de prononcer que l'accusé est acquitté de l'accusation lorsque cet accusé est déclaré non coupable. »

Inversement, il faudrait décider qu'il y aurait nullité si le président, empiétant sur les attributions de la Cour d'assises, rendait une *ordonnance d'acquittement* là où doit être rendu un *arrêt d'absolution*.

N'oublions pas en effet qu'en cette matière et aux termes de l'article 364 du Code d'instruction criminelle, c'est à la Cour d'assises que revient seule le droit de prononcer l'absolution (1). Mais il n'y

1. Les *Pandectes belges* admettent cependant, mais sans donner d'arguments décisifs, que si de la délibération de la Cour il résulte qu'il doit y avoir lieu à l'acquittement, l'acquittement doit être prononcé en vertu d'une ordonnance. Il

aurait pas nullité si, dans l'arrêt, la décision de la Cour était qualifiée *acquittement*.

« Attendu, dit en effet un arrêt de la Cour de cassation du 1^{er} octobre 1812, que si la Cour d'assises, au lieu de prononcer l'absolution de l'accusé en conformité de l'article 364 s'est servi de l'expression *d'acquittement*, réservée par l'article 358 pour le cas où l'accusé est déclaré non coupable par le jury et où l'acquittement est prononcé par le président sans délibération de la Cour, il résulte des motifs de l'arrêt que c'est une *absolution* qu'il a entendu prononcer, fondée sur la non-existence de la loi pénale.

« Attendu que cette expression, quoique inexacte, produisait dans les circonstances de la cause les mêmes effets qu'une absolution et ne portait aucun préjudice, ni aux parties, ni à la chose publique... »

Enfin, il y a lieu de décider que les présidents à la Cour outrepasseraient certainement leurs pouvoirs si l'accusé devant être acquitté par suite de la déclaration du jury, il était ordonné qu'il serait sursis au jugement et que l'affaire serait renvoyée à la session suivante pour y être soumise à un nouveau jugement. Lorsque la Cour est convaincue que les jurés,

semble bien qu'il y ait là confusion entre l'acquittement, solution naturelle au cas de déclaration de non-culpabilité, et l'absolution, solution nécessaire dès que la Cour est appelée à délibérer.

tout en observant les formes, se sont trompés au fond, le renvoi à une autre session ne peut être ordonné, aux termes de l'article 352 du Code d'instruction criminelle, qu'en cas de déclaration de culpabilité. C'est ce qu'a décidé un arrêt de la Cour de cassation du 2 juillet 1812 :

« Considérant, dit-il, qu'aux termes de l'article 350 du Code d'instruction criminelle, la déclaration du jury ne peut être soumise à aucun recours, que l'exception de cette règle portée en l'article 352, qui permet le renvoi des accusés à la session suivante de la Cour d'assises, ne peut, d'après le texte clair et précis du même article, avoir lieu qu'à l'égard des accusés convaincus et jamais à l'égard des accusés qui auraient été déclarés non coupables (1), que les accusés déclarés non coupables doivent donc être *acquittés* et mis en liberté, conformément à l'article 358 du Code d'instruction criminelle.

Nous en aurons fini avec l'acquittement envisagé quant à sa nature et à ses formes, lorsque nous

1. *Art. 352.* — Dans le cas où l'accusé est reconnu coupable, et si la Cour est convaincue que les jurés, tout en observant les formes, se sont trompés au fond, elle déclare qu'il est sursis au jugement et renvoie l'affaire à la session suivante, pour y être soumise à un nouveau jury dont ne peut faire partie aucun des jurés qui ont pris part à la déclaration annoncée.

Art. 350. — La déclaration du jury ne pourra jamais être soumise à aucun recours.

aurons dit qu'en matière militaire et maritime, la majorité requise pour la déclaration de culpabilité n'est pas la même que celle édictée par la loi du 9 juin 1853 devant les Cours d'assises. Tandis en effet que dans ce dernier cas, le jury étant composé de douze membres, la majorité requise est de sept, dans les conseils de guerre et les conseils maritimes qui sont composés de sept membres, la simple majorité ne suffit pas pour faire condamner l'accusé. Il faut de toute nécessité une majorité de cinq voix contre deux, faute de ce chiffre, l'accusé est acquitté ().

1. *Code de Justice militaire*: Loi du 9 juin 1857, article 133.
— La peine est également prononcée à la majorité de cinq voix contre deux ; si aucune peine ne réunit cette majorité, l'avis le plus favorable à l'accusé est adopté.

CHAPITRE III

SPHÈRE D'APPLICATION DE L'ACQUITTEMENT

Nous avons dit qu'aux termes de l'article 358 du Code d'instruction criminelle, c'est lorsque l'accusé aura été déclaré non coupable par le jury qu'il y aura lieu pour le président de la Cour d'assises de prononcer son acquittement.

D'après l'article 337 du même Code, la question résultant de l'acte d'accusation est posée en ces termes au jury.

« L'accusé est-il coupable d'avoir commis tel meurtre, tel vol ou tel autre crime, avec toutes les circonstances comprises dans le résumé de l'acte d'accusation ? »

C'est à cette question de culpabilité qu'il devra être nettement et sans ambiguïté répondu par la négative pour que l'acquittement de l'accusé puisse s'en suivre.

Il y a d'ailleurs lieu de remarquer que pour qu'il

en soit ainsi, point n'est besoin que l'accusé ne soit pas reconnu auteur du fait incriminé, il suffit qu'il n'en ait pas été reconnu coupable (1). Seulement, ainsi que nous venons de le faire remarquer, la déclaration de non-culpabilité du jury doit être pure et simple, elle ne doit rien laisser dans l'incertitude, ne présenter aucun point douteux à résoudre.

Si en effet la réponse du jury ne se présente pas comme une déclaration très nette de non-culpabilité, on se trouve sortir par là-même du domaine propre de l'acquittement et rentrer dans une hypothèse à laquelle la jurisprudence a étendu l'emploi de la formule *d'absolution*.

Elle s'est en cela appuyée sur l'esprit de la loi. On lit en effet dans les procès-verbaux de la délibération du Conseil d'État du 10 juillet 1808 que le projet exigeait en cas d'acquittement comme d'absolution, que l'accusé fût renvoyé par arrêt de la Cour d'assises (2); mais Cambacérès fit observer qu'en cas d'acquittement, cette Cour n'aurait rien à délibérer, et qu'il valait mieux que l'accusé fût acquitté par une simple ordonnance du président. Cette observa-

1. « Il y a lieu à acquittement par le président, et non à absolution par la Cour d'assises, bien que l'accusé ait été reconnu auteur du fait incriminé, mais sans en être déclaré coupable. » (*Cass.*, 21 septembre 1839.)

2. *Art. 356 du projet*. — Lorsque l'accusé aura été déclaré non coupable, la Cour l'acquittera de l'accusation...

tion fort judicieuse fut admise, et le mode de renvoi proposé par Cambacérès, adopté.

Il est maintenant facile de comprendre que toutes les fois que la déclaration du jury donne lieu à une délibération de la Cour d'assises, soit qu'elle présente une question d'interprétation, soit qu'elle fasse naître une question de droit sur l'application de la loi, l'accusé ne peut être *qu'absous* : car la Cour d'assises ne prononce jamais un *acquittement*, et ce n'est que lorsque la déclaration du jury se résume en un verdict de non-culpabilité sur tous les chefs de l'accusation que, la Cour n'étant pas appelée à délibérer, l'acquittement est prononcé par le président.

Nous venons de dire : un verdict de non culpabilité sur tous les chefs de l'accusation. Si en effet, celle-ci comprend plusieurs faits, c'est sur chacun d'eux que l'accusé doit être déclaré non coupable par le jury.

L'acquittement ne pourrait être prononcé sur un ou plusieurs chefs seulement. C'est ainsi qu'un arrêt de la Cour de cassation belge du 4 juillet 1853 décide :

« Attendu que l'acquittement de l'accusé ne doit être prononcé que lorsqu'il a été déclaré non coupable de tous les chefs de l'accusation... »

Mais, si les jurés ne déclaraient l'accusé coupable que sur une question qui ne leur a pas été proposée, l'acquittement devrait être prononcé (arrêt du 10 avril 1829).

Dans l'espèce, il n'avait été posé au jury que cette

seule question : « L'accusée est-elle coupable d'avoir volontairement donné la mort à son enfant ? »

Le jury avait répondu négativement à cette question, mais il avait ajouté que l'accusée s'était rendue coupable de la mort de son enfant par imprudence. L'arrêt qui avait prononcé sa condamnation comme coupable par imprudence fut cassé.

Donc, une fois que le jury a déclaré l'accusé non coupable sur les différents chefs de l'accusation, l'acquittalment doit être prononcé sans qu'il y ait lieu de faire état d'une déclaration illégale de culpabilité que le jury aurait rendue sur des faits en dehors de l'accusation. C'est encore ce qui résulte formellement d'un arrêt de la Cour de cassation du 24 juin 1819 (1) :

« Attendu, dit cet arrêt, que Girard était accusé de complicité de banqueroute frauduleuse, qu'interrogé sur cette complicité, seul fait qui fût imputé à Girard dans l'acte d'accusation, le jury a répondu : « Non, l'accusé n'est pas coupable... » ; que par cette réponse du jury, l'accusé se trouvait dans le cas prévu par l'article 358 du Code d'instruction criminelle et que le président de la Cour d'assises devait, aux termes de cet article, prononcer qu'il était acquitté de l'accusation, puisqu'il était déclaré non coupable du seul crime dont il fût accusé ; que cependant son acquittalment n'a pas été prononcé, et

1. S. 20. 1. 13.

qu'ainsi la disposition du paragraphe 1^{er} de l'article 358 n'a pas été exécutée. »

Dans l'espèce, le président avait à tort posé au jury, comme résultant des débats, la question, répondue affirmativement, de savoir si Girard n'avait pas tenu sans autorisation légale une maison de prêts sur gages ou nantissements, fait n'ayant ni rapport ni connexité avec le fait de banqueroute frauduleuse.

Il résulte de ce que nous venons de voir sur la façon dont doit se présenter le verdict du jury pour donner lieu à un acquittement et de ce que nous avons déjà dit sur l'absolution, que celle-ci aura un domaine d'application beaucoup plus étendu que celui-là.

Quant à l'acquittement, on se trouvera nettement placé en présence de cette question. L'accusé est-il coupable ? et on sera obligé, pour ne pas sortir de ses limites, de répondre catégoriquement : « Non, l'accusé n'est pas coupable. »

Vis-à-vis de l'absolution, on ne se trouvera pas emprisonné dans des limites aussi étroites, puisqu'il est entendu que la question de culpabilité ne fait pas de doutes, et que, c'est parce que le fait dont l'accusé est reconnu coupable n'est prévu par aucune loi pénale qu'il y aura lieu de l'absoudre (1).

1. Pour ne pas laisser impuni un fait qui peut être blâmable, dit Carnot dans son *Instruction criminelle* (II, p. 733), sans cependant avoir été prévu et puni par la loi, le législa-

On se trouvera d'autant moins gêné, ajoutons-le, que forcément l'absence d'un texte ne sera pas la seule hypothèse d'absolution, comme l'absence de

teur ne pouvait ériger l'arbitraire en principe ; il était préférable d'ordonner l'*absolution* du coupable, car ce n'est que le mal du moment, puisqu'une loi nouvelle peut remplir la lacune qui se trouve dans la loi existante, tandis que l'arbitraire dans les jugements serait un mal sans remède, en substituant la volonté de l'homme à celle de la loi.

« La-Cour de cassation maintient ce principe dans toute sa pureté toutes les fois que l'occasion se présente d'en faire l'application : nous en avons déjà cité plusieurs arrêts, notamment celui qui fut rendu dans le cas d'un individu qui avait été condamné comme complice d'un meurtre pour ne l'avoir pas empêché, et celui rendu en faveur d'un particulier qui avait conduit dans son champ le bétail d'autrui pour traduire ensuite le propriétaire de ce bétail devant le tribunal de police.

La Cour de cassation a même jugé qu'il ne pouvait être infligé de peine à une femme qui, sur la prière de son mari, lui avait fourni l'arme avec laquelle il s'était suicidé, « attendu que le suicide n'est pas réputé crime par la loi, et qu'il ne peut y avoir complicité que d'un véritable délit. » Si cette femme avait aidé son mari dans le fait même qui avait consommé le suicide, elle aurait formellement commis un délit punissable ; mais ç'aurait été pour s'être rendue coupable de meurtre que la condamnation aurait été prononcée, et non pas comme ayant été complice d'un suicide. Cette distinction se trouve établie dans la combinaison de cet arrêt avec celui que la même Cour rendit le 14 juin 1816. Dans l'espèce sur laquelle intervint ce dernier arrêt, un sieur Delacour avait été aidé par sa fille Dénoc dans l'acte même qui avait consommé son suicide, ce qui résultait de la déclai-

culpabilité était tout à l'heure le seul cas possible d'acquittement. En effet, ne perdons pas de vue que toutes les fois qu'une délibération de la Cour d'assises sera nécessaire, on ne pourra prononcer que l'*absolution*.

Ainsi s'expliquent de très nombreuses décisions de jurisprudence venant, d'accord avec la doctrine, élargir dans le sens que nous venons d'indiquer le champ d'application de l'absolution. On a décidé de la sorte qu'il y avait lieu de prononcer l'absolution de l'accusé lorsque la déclaration du jury, tout en constatant le fait matériel d'un crime à sa charge, reconnaît qu'il a agi sans fraude, sans intention ou sans volonté criminelle (1), ou encore lorsque la déclaration reconnaît que l'accusé est coupable d'un homicide et qu'elle écarte les circonstances aggravantes dans lesquelles le président avait à tort placé la volonté de tuer (2).

C'est l'absolution qui doit être prononcée lorsque le jury, en déclarant l'accusé coupable de faits de complicité, ajoute qu'il a agi sans connaissance (3); lorsqu'en le déclarant coupable d'extorsion de signa-

ration faite par le jury ; et la fille Denoch avait été condamnée en conséquence à dix années de réclusion, condamnation qui fut maintenue par la Cour de cassation.

1. Cass., 21 janvier 1813.

2. Cass., 2 juillet 1813.

3. Cass., 4 mai 1817.

ture, il ajoute qu'il n'y a eu ni force, ni violence, ni contrainte (1).

De même encore ont été absous : l'individu qui poursuivi comme banqueroutier frauduleux, est déclaré coupable du fait, mais n'est pas commerçant failli (2); l'accusé déclaré coupable d'une tentative de vol suspendue par des circonstances dépendantes de sa volonté (3); l'individu déclaré coupable d'homicide involontaire, lorsqu'il n'est pas spécifié que cet homicide a été commis par maladresse, imprudence, négligence ou inobservation des règlements, l'homicide involontaire dégagé de ces circonstances n'étant pas réprimé par la loi pénale (4).

La Cour de cassation a décidé également qu'il devait y avoir absolution, lorsque dans une affaire d'attentat à la pudeur avec violence sur une fille de 16 ans, le jury répond affirmativement sur le fait d'attentat à la pudeur, mais écarte la circonstance aggravante (5).

Que décider si le juge, tout en déclarant l'accusé coupable, reconnaît que le fait incriminé est ordonné par la loi ou commandé par l'autorité légitime ou la légitime défense de soi-même ou d'autrui ?

N'oublions pas en effet qu'aux termes de l'article 367

1. Cass., 24 mai 1821.

2. Cass., 9 décembre 1830.

3. Cass., 25 avril 1806.

4. Cass., 21 janvier 1813. 9 octobre 1823.

5. Cass., 11 décembre et 22 décembre 1831.

du Code pénal : « il n'y a ni crime ni délit, lorsque l'homicide, les blessures et les coups étaient ordonnés par la loi et commandés par l'autorité légitime, et qu'aux termes de l'article 368 du même Code, « il n'y a ni crime ni délit lorsque l'homicide, les blessures et les coups étaient commandés par la nécessité actuelle de la légitime défense de soi-même ou d'autrui. »

Sous l'empire du Code des délits et des peines de brumaire an IV, ce cas était rangé parmi ceux où le président rendait seul une simple ordonnance de mise en liberté, et non dans l'hypothèse d'une absolution prononcée par la Cour entière.

Il semble bien cependant, d'après les principes que nous avons posés plus haut, qu'il y aurait lieu en réalité à une absolution, mais cette manière de voir n'a pas été celle de la Cour de cassation qui a vu là un cas d'*acquittement*, confirmant ainsi la solution qu'avait donnée le Code de brumaire.

Les décisions jurisprudentielles que nous avons rencontrées touchant les cas d'absolution ne sont pas les seules qui aient étendu cette dernière en dehors des limites qui lui semblent assignées par l'article 364 du Code d'instruction criminelle.

C'est ainsi qu'un arrêt célèbre de la Cour de cassation du 2 juin 1831 a décidé que « en conformité de l'article 364, la Cour doit prononcer l'absolution de l'accusé si le fait dont il est déclaré coupable n'est

pas défendu par une loi pénale, ce qui doit s'entendre nécessairement de *tous les cas où la loi pénale ne doit pas être appliquée*, soit par l'effet de la prescription acquise, soit au cas de l'article 66 du Code pénal, soit, et d'après l'article 64 du même Code, lorsque l'accusé était en état de démence au temps de l'action. »

Prescription de la peine, minorité, démence, voilà donc, d'après cet arrêt, de nouvelles causes d'absolution à ajouter à toutes celles que nous avons déjà signalées.

La prescription et la démence ne font surgir aucun doute, et l'on reconnaît sans difficulté que la jurisprudence y voit à bon droit des cas d'absolution.

Il en est de même d'une autre exception péremptoire : l'amnistie.

Mais il n'en va pas de même de la minorité, et, sur ce point, l'article 66 du Code pénal a donné lieu à de nombreuses discussions et à des théories fort diverses.

Rappelons d'abord la disposition de ce texte dans celle de ses parties qui nous intéresse actuellement.

« Lorsque l'accusé, dit l'article 66, aura moins de seize ans (1), s'il est décidé qu'il a agi sans discernement, il sera acquitté. »

1. Dix-huit ans, depuis la loi du 12 avril 1906, qui modifie la majorité pénale.

De prime abord, il semble n'y avoir dans ces expressions rien que de très clair : le mineur qui serait reconnu avoir agi sans discernement bénéficierait d'un *acquittement*.

Toutefois, si l'on va tant soit peu au fond des choses et si l'on réfléchit sur la façon dont se présente l'hypothèse toute spéciale de l'accusé mineur, on ne tarde pas à s'apercevoir que la question est plus complexe qu'elle ne semble à première vue, et l'on comprend les divergences qui se sont produites dans les esprits à cet égard.

En premier lieu, il faut supposer que le mineur a été déclaré coupable ; car, dans le cas contraire, il n'y a pas à examiner s'il a agi avec discernement, et la conséquence de sa non-culpabilité doit être un acquittement absolu. C'est là un point qu'il est utile de préciser avant de creuser la question plus avant, mais qui ne peut faire surgir aucun doute.

Pour que l'article 66 du Code pénal trouve son champ d'application, il faut donc supposer que le mineur, préalablement déclaré coupable par le jury du fait dont il est accusé, est ensuite reconnu avoir agi sans discernement. Et alors, dit ce texte, il est *acquitté*. Mais, tandis que tout à l'heure, dans l'hypothèse du mineur déclaré non-coupable, nous nous trouvions en présence d'un acquittement répondant parfaitement aux termes de l'article 358 du Code d'instruction criminelle, ici, nous sommes tout de

suite arrêtés par ce même texte avec lequel nous semblons être en contradiction. En effet, « lorsque l'accusé aura été déclaré *non-coupable* », dit-il, il sera acquitté. Et, nous venons de voir que pour qu'il y ait application de l'article 66 du Code pénal, il faut précisément que l'accusé mineur ait d'abord été déclaré *coupable*.

Voilà donc, si l'on s'en tient rigoureusement au texte de l'article 66, un cas où l'acquittement serait prononcé en faveur d'un coupable, ce qui est essentiellement contraire à l'article 358 du Code d'instruction criminelle.

En faudrait-il déduire qu'au fond il n'y a pas là matière à un acquittement, mais plutôt à une absolution ? Ainsi se trouverait-on rentrer dans l'hypothèse de l'article 364 du Code d'instruction criminelle, et d'accord par là même avec l'article 358. Sans doute, mais si l'on évite par ce moyen l'objection de tout à l'heure, on encourt celle, non moins grave, de se heurter de front à l'article 66 du Code pénal qui dit en propres termes : il sera *acquitté*.

Quelle que soit la difficulté propre à chacun de ces deux systèmes, pour le premier, celle de se concilier avec l'article 358 du Code d'instruction criminelle, pour le second, celle de cadrer avec l'article 66 du Code pénal, ils ont eu l'un et l'autre de vaillants défenseurs qui ont employé pour les faire triompher des arguments que nous exposerons après eux.

Dans le sens de l'acquittement, on invoque, nous l'avons dit par avance, l'article 66 du Code pénal. Ce texte, explique-t-on, est formel ; il emploie le mot même « *acquitté* », ce qui indique suffisamment qu'une absolution serait en contradiction flagrante avec lui. Il n'est d'ailleurs pas possible de soutenir avec certains que le législateur a pris le mot acquitté dans son sens général puisque cette expression se rapporte à l'accusé. Enfin, le défaut de discernement reconnu en faveur du mineur produit à l'égard de celui-ci un effet des plus importants, et, c'est cet effet spécial qui achève de lever les difficultés inhérentes de prime abord à la solution de l'acquittement.

Le défaut de discernement, en effet, impliquant l'absence d'intention criminelle, l'appréciation inexacte de la gravité de l'acte et de sa portée sociale, enlève à celui-ci son caractère criminel, et de la sorte, la déclaration que le mineur a agi sans discernement *équivaut* à une déclaration de non-culpabilité.

D'ailleurs, ajoute-t-on, l'article 358 du Code d'instruction criminelle, loin d'être en opposition avec ce système, vient lui fournir un argument. En effet, aux termes de cet article, l'acquittement ne peut être prononcé qu'en faveur d'un individu *non coupable*. Et, comme l'article 66 du Code pénal parle formellement d'*acquittement*, c'est donc bien que la

déclaration de non-discernement équivaut à une déclaration de non-culpabilité (1).

Malgré cette argumentation, l'expression de l'article 66 ne saurait prévaloir contre ce fait, impossible à supprimer, que le mineur a été déclaré coupable. Et alors, disent les partisans du système de l'absolution, comment admettre qu'après cette déclaration préalable de culpabilité, cette dernière soit contredite par une déclaration de non-discernement qui en viendrait immédiatement modifier les effets ? D'ailleurs, la loi ne s'exprime pas dans l'article 66 comme dans les articles 64, 327, 328, alors qu'elle prévoit de véritables causes de non-imputabilité ; elle ne dit pas : Il n'y a ni crime ni délit lorsque le mineur est déclaré avoir agi sans discernement, mais simplement : Lorsque l'accusé aura moins de 18 ans, s'il est décidé qu'il a agi sans discernement, il sera acquitté.

L'acquittement pour défaut de discernement ne peut donc avoir la même nature ni produire les mêmes effets que l'acquittement prononcé sur une déclaration de non-culpabilité.

Il ne faut donc pas, d'après ces mêmes auteurs, parler ici d'acquittement, mais bien plutôt voir dans le défaut de discernement chez le mineur une simple

1. En ce sens : CARNOT, art. 66, n° 5 ; LEGRAVEREND, t. II, p. 261 ; — MORIN, v° *Mineur*, 12 ; CHAUVEAU ET HÉLIE, t. II, n° 334 ; — LABORDE, p. 482 ; — VILLEY, page 103.

excuse absolutoire, et, dans la sentence qui intervient à son égard, une sentence d'*absolution*.

Sans doute l'article 66 emploie le mot *acquitté*, mais ici cette expression a été prise par le législateur dans son sens général. Ce ne serait d'ailleurs pas le seul exemple qu'en offrirait la loi, et l'on fait remarquer que l'article 206 du Code d'instruction criminelle, ainsi que l'article 6 de la loi du 20 mai 1863 sur les flagrants délits, se servent dans le même sens des expressions *acquittement* et *acquitté*. Nous avons eu l'occasion précédemment de montrer qu'il s'agissait là d'un *renvoi*, et que les termes employés par ces deux textes constituaient autant d'impropriétés. L'argument qu'on cherche à en tirer pour le cas du mineur de l'article 66 du Code pénal ne semble donc pas avoir une base bien consistante.

Mais ce n'est pas là la seule explication que les partisans de l'absolution donnent à leur système. L'article 66, disent-ils, ne fait qu'ajouter en faveur du mineur de 18 ans un cas d'absolution à ceux du droit commun.

En effet, lorsqu'il sera établi que le mineur n'a pas exécuté le fait qui lui est imputé, il sera acquitté comme les autres accusés. De même, il sera absous comme eux, quand il sera établi ou que le fait ne constitue ni crime, ni délit, ni contravention, ou qu'il a été accompli sans intention criminelle, ou qu'il est couvert par la prescription.

Le juge n'aura à rechercher si le mineur est excusable pour avoir agi sans discernement qu'après avoir reconnu qu'il ne peut être acquitté ou absous par aucune de ces premières considérations.

Il s'ensuit que lorsque le mineur n'est renvoyé des poursuites que pour avoir agi sans discernement, c'est que le juge a reconnu préalablement qu'il a commis le fait dont il est accusé, que ce fait constitue une infraction punissable, qu'il a été exécuté avec une intention criminelle et qu'il n'est pas couvert par la prescription. Or, le renvoi par acquittement n'ayant lieu que dans le cas où il est jugé que l'inculpé n'a pas exécuté le fait pour lequel il est poursuivi, la conséquence, c'est que le mineur de 18 ans renvoyé de l'action pour avoir agi sans discernement, n'est pas acquitté, et qu'il n'est qu'absos (1).

C'est à cette solution que s'est arrêtée la Cour de cassation dans un arrêt du 2 juin 1831, maintes fois invoqué par les partisans du système de l'absolution.

« L'article 364 du Code d'instruction criminelle, dit cet arrêt, qui veut que la Cour d'assises prononce l'absolution de l'accusé lorsqu'il est déclaré coupable d'un fait qui n'est pas défendu par aucune loi pénale, s'étend à tous les cas où la loi pénale ne doit

1. BLANCHE, *Études sur le Code pénal*, I, p. 431 ou 322-323.
— MOLINIER, *Traité*, p. 120.

pas être appliquée, soit par l'effet de la prescription, soit à cause de *l'âge de l'accusé*, soit notamment parce qu'il aurait agi en état de démence.

« En aucun de ces cas, la Cour d'assises ne peut prononcer *l'acquittallement* de l'accusé, cet acquittallement ne peut être prononcé que par le président seul, et lorsque l'accusé a été déclaré non coupable. »

Telle avait d'ailleurs été déjà la manière de voir de la Cour suprême quelques années auparavant, ainsi que l'exprime un arrêt du 4 mai 1827 :

« Lorsqu'un accusé est âgé de moins de 16 ans, et que le jury le déclare coupable, mais sans discernement, il y a lieu à *absolution* par la Cour d'assises (Code d'instruction criminelle, art. 364), non à *acquittallement* par le président aux termes de l'article 358 du Code d'instruction criminelle. »

Ce faisant, la Cour de cassation revenait sur le système qu'elle avait primitivement adopté. Elle avait en effet reconnu le 8 octobre 1813 qu'un individu âgé de moins de 16 ans qui est déclaré avoir agi sans discernement et être convaincu d'un fait, mais sans la circonstance aggravante qui lui donnait le caractère de crime, ne peut, aux termes de la loi, être condamné à des peines correctionnelles, et qu'il doit être *acquitté*.

Mais, en même temps la Cour avait jugé que l'accusé ayant succombé puisque le fait avait été déclaré constant et lui convaincu, il devait être condamné

aux frais de la procédure, conformément à l'article 368 du Code d'instruction criminelle.

« Cet arrêt, a dit Legraverend dans sa *Législation criminelle* (t. II, p. 261, note 4), me paraît contraire à la loi : on ne succombe point dans une accusation quand on est et quand on doit être acquitté ; et, cette accusation, à mon avis, porte avec elle sa démonstration. »

Quoi qu'il en soit, les systèmes absolus que nous venons d'étudier relativement au mineur de l'article 66 du Code pénal ne sont pas les seuls qui aient été proposés, et entre la solution de l'acquittement proprement dit et celle de l'absolution, M. Garraud (1) a proposé une théorie intermédiaire suivant laquelle l'acquittement basé sur le défaut de discernement aurait un caractère tout spécial et se présenterait comme une chose *sui generis* impossible à rattacher d'une façon aussi complète que les systèmes précédents, soit à l'acquittement de l'article 358 du Code d'instruction criminelle, soit à l'article 364.

D'après cet auteur en effet, l'acquittement de l'article 66 du Code pénal ne s'analyserait ni en une déclaration de non-culpabilité, ni en une diminution de culpabilité, le défaut de discernement n'étant ni une cause de non-culpabilité, ni une cause d'excuse absolutoire. En conséquence, la sentence prononçant

1. *Traité de droit pénal*, t. I, p. 264.

cet acquittement serait, à certains points de vue, une sentence d'*absolution*, puisque le mineur est déclaré coupable, et à d'autres, une sentence d'*acquittement*, puisque le mineur n'est pas pénalement responsable.

Tout d'abord, il y aurait analogie entre le défaut de discernement et une excuse absolutoire aux points de vue suivants.

En premier lieu, la question de discernement, comme la question d'excuse, n'est pas examinée par les juridictions d'instruction, mais par les juridictions de jugement. Seulement, les pouvoirs confiés au juge d'instruction en ce qui concerne la garde de l'enfant, par l'article 4 de la loi du 19 avril 1898 (1), lui permettront de prévenir très souvent l'application de l'article 66.

Si en effet le juge d'instruction estime que l'enfant est plus malheureux que coupable, il pourra le confier, par une mesure provisoire, à une personne ou à une institution charitable, et se rendre compte ainsi du désir d'amendement dont le mineur est

1. *Loi du 19 avril 1898*, art. 4 al. 1. « Dans tous les cas de délits ou de crimes commis par des enfants ou sur des enfants, le juge d'instruction commis pourra, en tout état de cause, ordonner, le ministère public entendu, que la garde de l'enfant soit provisoirement confiée, jusqu'à ce qu'il soit intervenu une décision définitive, à un parent, à une personne ou à une institution charitable qu'il désignera ou enfin à l'Assistance publique. »

susceptible. Ce n'est que si le juge estime qu'une mesure définitive doit être prise qu'il saisira le tribunal par une ordonnance de renvoi.

En second lieu, le défaut de discernement tiendrait de l'excuse absolutoire en ce que la question de discernement, comme les questions d'excuse, n'est pas comprise dans la question générale de culpabilité, mais est posée d'une manière distincte et subsidiaire.

Puis, en Cour d'assises, l'acquittement du mineur qui a agi sans discernement est prononcé, comme une sentence d'absolution, par un arrêt de la Cour, non point par une ordonnance du président comme le serait un acquittement ordinaire, aux termes de l'article 358 du Code d'instruction criminelle.

En effet, en cas de déclaration de non-culpabilité, aucune question contentieuse appelant une décision de la juridiction ne peut être soulevée ; il ne s'agit que d'enregistrer un verdict, de le mettre à exécution en prononçant la mise en liberté de l'accusé : c'est au président seul que ce droit appartient. Tandis qu'au cas d'acquittement pour défaut de discernement, il y a peut-être lieu de prendre des mesures de détention contre le mineur, de le condamner aux frais du procès : un arrêt de la Cour est nécessaire pour cela.

Enfin, si l'on admet, avec la jurisprudence que l'accusé absous peut être condamné aux dépens, il y aurait tout lieu de croire que le mineur acquitté

pour défaut de discernement dût payer les frais du procès. La jurisprudence est d'ailleurs en ce sens.

Mais si, sur tous ces points, le défaut de discernement devait être rapproché d'une excuse absolutoire, il s'en séparerait au contraire et ressemblerait alors à une cause de non-culpabilité quant à la double considération suivante :

D'abord, la sentence basée sur le défaut de discernement ne peut condamner le mineur à aucune peine, pas même à l'interdiction de séjour qui est parfois prononcée quand, à raison d'une excuse absolutoire, la peine principale est supprimée, pas même en matière fiscale, à ces amendes qui, suivant la jurisprudence, ont un caractère mixte, et représentent à la fois la réparation du préjudice causé par l'infraction et la répression pénale de l'infraction.

Puis, la sentence d'acquiescement pour défaut de discernement en Cour d'assises, résultant d'un verdict du jury, qui s'impose au point de vue de l'exemption de toute peine, est, comme tout autre acquiescement, à l'abri d'un recours en cassation.

Que dégager de toutes ces théories qui voient dans l'article 66 du Code pénal tantôt un véritable acquiescement, tantôt une absolution, tantôt une solution mixte tenant des deux précédentes?

Pour notre part, il nous semble difficile d'aller à l'encontre du texte de cet article, et, que quel que

soit le caractère que l'on pourra chercher à lui donner, de voir là autre chose qu'un acquittement, puisque la loi elle-même dit, en parlant du mineur : « *Il sera acquitté.* »

CHAPITRE IV

EFFETS DE L'ACQUITTEMENT

Après avoir étudié l'acquittement dans son principe, tel qu'il ressort de l'article 358 du Code d'instruction criminelle, et dans la façon dont il peut intervenir à l'issue des débats de la Cour d'assises, il nous reste à nous demander quels effets il est appelé à produire vis-à-vis de celui qui en bénéficie, et cela, à des points de vue aussi importants que divers.

Des questions multiples surgissent en effet, questions assez simples de prime abord, mais qui ont souvent donné lieu à de longues discussions parce qu'elles cachent au fond de réelles difficultés; d'autres, moins ardues, n'en sont pas moins d'une importance essentielle et méritent qu'on les étudie avec soin.

Aussi, nous proposons-nous, dans cette dernière partie de notre travail, de grouper autour des cinq

rubriques suivantes les effets de la décision d'acquittement.

a). — Effets vis-à-vis d'un majeur et vis-à-vis d'un mineur.

b). — Effets au point de vue des frais.

c). — Effets au point de vue de la chose jugée.

d). — Effets au point de vue du pourvoi en cassation.

e). — Effets au point de vue des dommages-intérêts.

a.

EFFETS DE LA DÉCISION D'ACQUITTEMENT SUIVANT L'ÂGE
DE L'INCUPLÉ

Une grande distinction s'impose tout d'abord, ainsi que nous allons le constater, suivant que la décision d'acquittement intervient au profit d'un prévenu majeur ou bien d'un individu encore en état de minorité. Il a paru en effet au législateur que si le premier peut sans inconvénient et en tous cas, doit jouir pleinement à nouveau de la liberté qu'il recouvre ainsi, une solution aussi simple et aussi radicale risquerait parfois d'être insuffisante pour le mineur, qu'il peut y avoir lieu de protéger et d'éduquer. De là la différence qui sépare la situation de l'un et de l'autre.

Quant à l'acquitté majeur, rien de moins compliqué : une fois l'ordonnance d'acquittement pronon-

cée par le président, il doit être mis en liberté, aux termes de l'article 358 du Code d'instruction criminelle.

Mais, pour le mineur de 18 ans, il n'en va pas forcément de même. N'oublions pas en effet que toute juridiction de jugement saisie d'une poursuite contre un individu de cette catégorie, n'a pas seulement à se poser la question de culpabilité, mais encore subsidiairement celle du discernement, et, que, affirmative sur le premier point, la réponse pourra être négative sur le second. Il est donc nécessaire d'envisager les effets de la décision d'acquittal qui intervient à l'égard du mineur, non pas seulement lorsqu'il est déclaré purement et simplement non coupable, mais encore lorsque, déclaré coupable, mais comme ayant agi sans discernement, il bénéficie de l'acquittal prévu par l'article 66 du Code pénal.

Dans le premier cas, aucune différence entre la solution du mineur de 18 ans et celle du majeur. A la question : L'accusé est-il coupable ? il a été répondu négativement ; la question subsidiaire du discernement ne se posera donc même pas, et la conséquence du verdict sera un acquittal absolu, tel qu'il est prévu par l'article 358 du Code d'instruction criminelle. Ici il ne pourra être question d'aucune mesure préventive de détention ou d'éducation : la mise en liberté, et c'est tout.

Mais la situation change lorsque la culpabilité

ayant été admise, il y a lieu de rechercher si le mineur a agi avec discernement. Sans doute, l'article 66 du Code pénal, nous l'avons déjà vu, déclare bien encore que s'il est « décidé qu'il a agi sans discernement, il sera acquitté », mais là ne se bornent pas les dispositions de ce texte qui, dans sa seconde partie, édicte des mesures entre lesquelles il faudra choisir, dans l'intérêt même du mineur. L'article 66 continue en effet :

..... Mais il sera, selon les circonstances, remis à ses parents, ou conduit dans une maison de correction, pour y être élevé et détenu pendant tel nombre d'années que le jugement déterminera, et qui toutefois ne pourra excéder l'époque où il aura accompli sa vingtième année.

Et la loi du 19 avril 1898 qui vient ici compléter les dispositions du Code pénal, décide dans ses articles 4 et 5: « Dans tous les cas de délits ou de crimes commis par des enfants (ou sur des enfants) le juge d'instruction commis pourra, en tout état de cause, ordonner, le ministère public entendu, que la garde de l'enfant soit provisoirement confiée, jusqu'à ce qu'il soit intervenu une décision définitive, à un parent, à une personne ou à une institution charitable qu'il désignera, ou enfin à l'Assistance publique (art. 4, al. 1).

« Dans les mêmes cas, les cours ou tribunaux saisis du crime ou du délit pourront, le ministère pu-

blic entendu, statuer définitivement sur la garde de l'enfant. » (Art. 5.)

Il résulte donc de cette législation que, selon les circonstances, le mineur de 18 ans acquitté comme ayant agi sans discernement, peut être remis à ses parents purement et simplement, ou bien être envoyé dans une maison de correction, ou bien être confié à un parent, une personne ou une institution charitable, ou enfin à l'Assistance publique.

Il appartient aux juges d'apprécier, suivant le cas auquel ils ont à faire, laquelle de toutes ces mesures convient le mieux au mineur acquitté. Il est bien évident que la première, — remise de ce dernier à ses parents, — ne peut intervenir que lorsque ceux-ci offrent des garanties suffisantes de moralité pour que l'enfant, en retombant sous leur puissance, ne risque pas d'avoir de mauvais exemples et de recevoir de funestes conseils. Trop souvent, en effet, l'enfant coupable ne l'aura pas été par sa seule faute ; trop souvent, il aura grandi dans un milieu corrompu, entre un père et une mère indignes, auprès desquels il aura été trop malheureux pour ne pas se laisser glisser insensiblement sur la pente du vice.

Sans aller jusque-là, il est juste aussi de remarquer, et de déplorer, que trop souvent, le mineur n'aura pas été suffisamment surveillé dans sa famille et que c'est ce défaut de surveillance qui, lui facilitant les dangereux contacts, l'aura un jour mis dans l'état de

nuire. Dans toutes ces hypothèses, — indignité ou négligence des parents, — la première solution indiquée par l'article 66 du Code pénal ne convient évidemment pas, sous peine d'avoir un récidiviste à brève échéance.

Il fallait donc parer à cette éventualité ; aussi, le Code pénal de 1791 avait-il déjà, dans sa première partie, titre V, article 2, permis aux tribunaux de répression qui acquittent un mineur comme ayant agi sans discernement, de le renvoyer dans une maison de correction pour le nombre d'années déterminé par jugement, ce nombre d'années ne devant d'ailleurs pas excéder l'époque à laquelle le mineur aurait atteint l'âge de vingt ans.

Cette disposition a été reproduite par le Code pénal de 1810 dans son article 66, et jusqu'en 1898, elle constituait avec la remise du mineur à ses parents, les deux seuls partis entre lesquels pouvait opter le juge devant un mineur acquitté comme ayant agi sans discernement.

Il y a lieu d'ailleurs de faire remarquer que l'envoi en correction n'est nullement en contradiction avec la décision d'acquittement prononcée aux termes de l'article 66. Il n'a point le caractère d'une peine et aucune des règles relatives aux peines ne doit être appliquée : ainsi, l'envoi en correction ne constitue pas un antécédent judiciaire, et la décision qui le prononce ne peut être prise comme un élé-

ment de récidive si plus tard le mineur commet un nouveau crime ou un nouveau délit ; de même, il ne pourrait être sursis à l'exécution de cet envoi en correction par application de la loi du 26 mars 1891, car celle-ci dit expressément dans son article 1^{er} : « En cas de condamnation à l'emprisonnement. . . » et ici, il n'y a pas emprisonnement au sens exact de ce mot, mais simple internement dans un établissement spécial destiné à refaire dans la mesure du possible l'éducation du mineur acquitté. Ces établissements, la loi du 5 août 1850 sur l'éducation et le patronage des jeunes détenus, était venue les organiser sous le nom de *colonies pénitenciaires* ; ce n'est pas ici le lieu d'en faire l'étude ni de rechercher quelles améliorations ce régime a subies ; nous nous contenterons de rappeler l'article 3 de la loi du 5 août 1850 qui disposait : « Les jeunes détenus acquittés, en vertu de l'article 66 du Code pénal, comme ayant agi sans discernement, mais non remis à leurs parents, sont conduits dans une colonie pénitenciaire ; ils y sont élevés en commun, sous une discipline sévère, et appliqués aux travaux de l'agriculture, ainsi qu'aux principales industries qui s'y rattachent. Il est pourvu à leur instruction élémentaire. »

Ainsi donc, remise de l'enfant à ses parents ou envoi en correction, telles étaient primitivement les deux seules solutions auxquelles on peut avoir recours lorsqu'un mineur était acquitté en vertu de l'arti-

de 66 du Code pénal. En particulier, il était impossible, avec la législation existante, de confier l'enfant à une personne charitable étrangère à sa famille qui voulût bien se charger de lui, ou à une maison de patronage d'ordre purement privé. Sur tous ces points, la loi du 19 avril 1898 est venue innover et donner satisfaction aux desiderata de tous ceux que préoccupe l'importante question de l'enfance coupable.

Désormais, on allait pouvoir faire appel à l'initiative privée ou recourir à l'Assistance publique, puisque, aux termes de l'article 4 et de l'article 5 de cette loi, la garde de l'enfant allait pouvoir être confiée « à un parent, à une personne ou à une institution charitable, ou enfin à l'Assistance publique. » Un progrès considérable se trouvait ainsi réalisé sur la législation de 1810.

b.

EFFETS DE LA DÉCISION D'ACQUITTEMENT AU POINT DE VUE DES FRAIS

Le système actuel de notre loi concernant les frais de justice en matière criminelle, résulte de l'article 368 du Code d'instruction criminelle auquel la loi du 28 avril 1832 est venue ajouter un second alinéa, abrogeant ainsi, au moins dans les affaires soumises au jury, l'article 157 du décret du 18 juin 1811 portant règlement sur les frais de justice.

Tel qu'il ressort de l'article 368 actuel du Code d'instruction criminelle, ce système permet d'établir tout d'abord une division essentielle entre deux sortes de frais :

Les frais de poursuite ;

Les frais de défense.

Les frais de poursuite sont avancés par l'Etat si la poursuite a lieu sur la demande du ministère public ; par la partie civile, si la poursuite a lieu à la requête de cette partie. Quant aux frais de défense, ils sont avancés par l'accusé ; mais, tandis que celui-ci peut les recouvrer contre la partie civile, si elle succombe, il ne peut contre l'État, celui-ci ne devant jamais être condamné aux dépens (1).

1. Tel était le système de notre ancien droit. Les frais de poursuite étaient supportés par le roi ou les seigneurs ; les frais de défense restaient à la charge de l'accusé. Un décret des 20-27 septembre 1790 avait maintenu le principe de cette législation dans son article 1^{er}, principe qui se trouva encore confirmé par la loi du 27 nivôse an V et l'arrêté du 6 messidor an VI. Mais la loi du 18 germinal an VII vint modifier cet état de choses. Elle décidait, en effet, dans son article 1^{er} : « Tout jugement d'un tribunal criminel, correctionnel ou de police, portant condamnation à une peine quelconque, prononcera en même temps, au profit de la République, le remboursement des frais auxquels la poursuite et punition des crimes et délits auront donné lieu. »

Et une loi du 5 pluviôse an VIII ajouta dans son article 4 :

« En toute affaire criminelle, la partie publique sera seule chargée des frais d'exécution, elle fera l'avance des frais d'ins-

Il est juste en effet de remarquer que s'il est conforme à l'équité de décider que l'accusé sera indem-

truction, expédition et signification des jugements, du remboursement desquels ceux qui se seront constitués parties civiles seront personnellement tenus, sauf dans tous les cas, le recours des parties civiles contre les prévenus ou accusés qui auront été condamnés. »

Il ressort de cette législation que l'État faisait l'avance des frais, mais ne les gardait à sa charge que s'il n'y avait pas de partie civile dans l'instance *ou si le prévenu n'était pas condamné*.

Ce sont ces principes qui ont passé dans les articles 162, 176, 194, 211 et 368 du Code d'instruction criminelle, ce dernier texte disposant principalement :

« L'accusé ou la partie civile qui *succombera* sera condamné aux frais envers l'État et envers l'autre partie. »

Le décret de 1811 aggrava encore cette disposition dans son article 157 ainsi conçu :

« Ceux qui se seront constitués parties civiles, soit qu'ils succombent ou non seront personnellement tenus des frais d'instruction, expédition et signification des jugements, sauf leur recours contre les prévenus ou accusés qui seront condamnés et contre les personnes civilement responsables du délit. »

Mais cette addition que le décret de 1811 avait apportée à l'article 368 du Code d'instruction criminelle, ne devait point subsister.

La loi du 28 avril 1832 vint en effet ajouter à l'article précité un second alinéa ainsi conçu :

« Dans les affaires soumises au jury, la partie civile *qui n'aura pas succombé*, ne sera jamais tenue des frais. »

Il nous a paru qu'en abordant l'étude des conséquences de l'acquittement quant aux frais, cette rapide étude historique était indispensable à l'intelligence de la question.

nisé des frais de défense lorsque le verdict du jury établira qu'il n'est point coupable, lui permettre de recouvrer ces frais contre l'État donnerait lieu à des difficultés nombreuses et ne satisferait d'ailleurs pas les principes de saine justice.

Tout d'abord, en effet, le ministère public n'a dû agir que s'il existait, contre le prévenu, des indices graves nécessitant une poursuite. Il n'en serait autrement que dans le cas exceptionnel d'une faute personnelle du ministère public, qui donnerait alors lieu à une prise à partie.

Puis, nous avons déjà fait remarquer que l'accusé qui bénéficie d'un renvoi d'instance n'est pas forcément et toujours innocent ; il est simplement non coupable, au point de vue pénal, du fait qui lui est imputé.

Ne pourrait-on craindre avec raison que permettre à l'accusé acquitté de recouvrer ses frais de défense contre l'État, ce serait entraver l'action du ministère public, et aussi accorder des dommages-intérêts à un individu qui a été poursuivi le plus souvent à la suite d'une faute personnelle ?

Pour ces raisons, il est donc juste de décider avec notre législation actuelle, que si l'accusé bénéficiant d'un acquittement peut recouvrer ses frais de défense contre la partie civile, il ne peut en être de même vis-à-vis de l'État. Ces principes généraux posés, il nous faut à présent entrer plus avant dans la ques-

tion et envisager successivement les deux hypothèses suivantes :

1° *L'accusé acquitté est seul en cause ;*

2° *Il y a partie civile en cause.*

§ 1. — L'ACCUSÉ ACQUITTÉ EST SEUL EN CAUSE

Il est évident tout d'abord que l'accusé acquitté ne doit pas être condamné aux frais avancés par la partie publique.

« Que ce soit, dit Carnot, par voie d'acquiescement, d'absolution ou de renvoi, que le prévenu ou l'accusé gagne sa cause, il ne peut être condamné au remboursement des frais avancés par le Trésor public, attendu que, de quelque manière que ce jugement ait été prononcé, il en résulte que l'accusé ou le prévenu ne s'était pas rendu coupable d'un délit punissable, et que ce n'est que des délits punissables dont il peut être fait des poursuites en matière criminelle, correctionnelle ou de police. »

« L'accusé, dit encore Faustin-Hélie, n'est responsable des frais que lorsqu'il succombe dans la poursuite. L'accusé acquitté ne peut dans aucun cas être tenu des frais, lors même qu'il aurait donné lieu par sa faute à la poursuite. Car les frais sont la conséquence de la poursuite et non du fait poursuivi.

« Ils ne peuvent donc être encourus quand la poursuite est mal fondée. »

Mais si l'accusé acquitté ne doit pas être condamné aux frais avancés par la partie publique, il doit, par contre, supporter ses frais personnels de défense, ne pouvant, comme nous l'avons dit et établi, recouvrer cette sorte de frais contre le ministère public.

La jurisprudence est en ce sens, et nombreuses sont les décisions de la Cour de cassation rappelant à des tribunaux oublieux le principe que le ministère public n'est jamais passible des frais occasionnés par les poursuites qu'il exerce. Ainsi, un arrêt du 13 mars 1896, pour ne pas remonter plus loin, s'exprime de la façon suivante :

« Attendu qu'il est de principe que le ministère public n'est jamais passible des frais à raison des poursuites qu'il exerce dans l'intérêt général de la société et pour l'exécution des lois. »

De même un arrêt du 23 juillet 1897 statue ainsi :

« Attendu qu'il est de principe que le ministère public agissant pour l'exécution des lois et la vindicte publique n'est jamais condamné aux dépens... »

Que décider maintenant, s'il s'agit d'un condamné par défaut ou par contumace qui se trouve *acquitté* sur son opposition ou sur examen contradictoire purgeant la contumace ?

Avant de répondre à cette question avec le Code d'instruction criminelle, il est nécessaire de rappeler brièvement ce qu'est le défaillant et ce qu'est le contumax.

Le *défaillant* est celui qui ne se présente pas à l'audience ou qui s'abstient de défendre au fond devant un tribunal de simple police ou un tribunal correctionnel.

Le *contumax* est celui qui, aux termes de l'article 465 du Code d'instruction criminelle, ne s'est pas présenté devant la Cour d'assises, ou qui s'est évadé avant le verdict.

Dans ces conditions, et à prendre les choses à la lettre, la question des frais en matière d'acquittement ne se pose que pour le contumax, puisque nous avons dit que devant le tribunal de simple police et devant le tribunal correctionnel, il y avait non pas acquittement proprement dit, mais renvoi.

Toutefois, le renvoi et l'acquittement n'étant au fond qu'une même chose à laquelle des juridictions différentes donnent un nom et une physionomie distincts, il n'est pas inutile, quant à la question que nous examinons en ce moment, d'examiner à quelles solutions donnent lieu le cas du défaillant qui, sur son opposition, bénéficie d'un renvoi, et le cas du contumax qui, sur examen contradictoire purgeant la contumace, se voit ensuite acquitté.

On sait en effet que le prévenu condamné par défaut peut faire opposition du jugement qui le frappe, et que le contumax, en se représentant, fait tomber de plein droit le jugement et les procédures faites contre lui ; de nouveaux débats s'ouvrent alors, et

dans le cas du défaillant comme dans celui du contumax, un acquittement au sens large du mot peut terminer cette nouvelle phase du procès.

C'est dans ces conditions que se pose la question des frais.

Ici, le Code d'instruction criminelle établit entre la situation du défaillant et celle du contumax une différence essentielle.

« Les frais de l'expédition, de la signification du jugement par défaut et de l'opposition, dit l'article 187, alinéa 2, *pourront* être laissés à la charge du prévenu. »

Et l'article 478 s'exprime ainsi de son côté :

« Le contumax qui, après s'être représenté, obtiendrait son renvoi de l'accusation, *sera toujours condamné aux frais* occasionnés par sa contumace. »

On voit que dans le premier cas, celui du défaillant renvoyé des fins de la poursuite sur opposition, ce dernier n'est que facultativement condamné aux frais de la première instance ; tandis que dans la deuxième hypothèse, celle du contumax qui s'est représenté et qui se trouve acquitté, les frais sont toujours mis à sa charge.

Pourquoi cette différence ?

Elle s'explique aisément si l'on réfléchit à ceci, que la contumace a nécessité les mesures de publicité de l'article 466 du Code d'instruction criminelle, — affichage et publication de l'ordonnance du

président (ordonnance de contumace) — tandis que dans le cas de défaut, les frais de la voie de recours, nécessités par la non-comparution du prévenu, ne sont pas toujours imputables à la faute de ce dernier qui a pu ne pas connaître la citation.

Remarquons en passant que la disposition de l'article 187, alinéa 2, du code d'instruction Criminelle est une modification apportée par la loi du 27 juin 1866 à la législation de 1810 qui disposait dans l'ancien article 187 que les frais « demeuraient à la charge du prévenu ».

La question des frais en matière d'acquittement a donné lieu à quelque difficulté vis-à-vis du mineur acquitté en vertu de l'article 66 du Code pénal.

La jurisprudence et la majorité des auteurs estiment que le mineur acquitté pour avoir agi sans discernement peut être déclaré responsable des frais. De nombreux arrêts sont en ce sens : tels ceux des 19 mai 1815, 26 mai 1838, 5 janvier, 13 avril, 20 octobre 1832, 27 juin 1835, 22 septembre 1836, 10 juin 1842, 7 mars 1845, etc...

De ces décisions, les unes se fondent sur ce que le mineur, quoique acquitté pour non-discernement, n'en a pas moins donné lieu par son fait à des poursuites, et n'en a pas moins succombé, puisqu'il a été déclaré coupable du fait imputé ; les autres, (13 avril 1832), sur ce que la mise en liberté ou en état de détention du mineur restant abandonnée à

la conscience des magistrats, il faut nécessairement en conclure, suivant l'esprit et les termes de l'article 368 du Code d'instruction criminelle, qu'ayant été déclaré coupable, le mineur, bien qu'il soit reconnu avoir agi sans discernement, a *succombé* sous l'accusation portée contre lui.

Nombreux sont les auteurs qui approuvent cette jurisprudence :

« Le discernement de l'article 66, dit Le Sellyer, n'est pas celui de la moralité de l'action considérée en elle-même comme licite ou illicite, mais celui du caractère de l'action par rapport aux dispositions de la loi. En déclarant l'accusé coupable, mais ayant agi sans discernement, le jury a déclaré que cet accusé avait connu la moralité de son action, sans quoi il l'aurait déclaré non coupable. Seulement, il a ajouté que l'accusé n'avait pas discerné le caractère légal de l'acte. Cette dernière partie de la déclaration est suffisante, sans doute, aux yeux du législateur, pour empêcher qu'il y ait lieu à aucune application de la loi pénale; mais elle n'empêche pas qu'on ne doive, en vertu de la première, reconnaître l'existence d'un délit civil donnant lieu à des réparations civiles aux termes de l'article 1310 du Code civil, lequel porte que le mineur n'est point restituable contre les obligations résultant de son délit ou de son quasi-délit. Or, la condamnation aux frais n'est qu'une réparation civile envers le Trésor. Elle ne sera ici

qu'une indemnité pour les frais occasionnés par les poursuites légalement faites contre un acte déclaré moralement coupable, et qui a pu, suivant que la Cour d'assises aura ou non jugé convenable de l'ordonner, autoriser la détention de l'accusé acquitté.»

Dalloz, Devilleneuve, Rodière, Blanche sont dans le même sens.

Bourguignon, approuvant également la solution indiquée, se fonde sur ce que la circonstance qui a motivé l'acquittement est étrangère au fait de l'accusation, et sur ce que, d'ailleurs, la condamnation aux frais n'a point un caractère pénal, mais n'est qu'une indemnité des frais occasionnés par des poursuites légalement faites.

Par contre Le Graverend désapprouve la jurisprudence, mais il ajoute que celle-ci pouvant paraître plus conforme à l'ensemble des lois et règlements relatifs aux frais de justice en matière criminelle, les Tribunaux ne doivent pas craindre d'être blâmés en la prenant pour guide de leurs décisions.

Enfin, Chauveau attaque l'opinion qui met les frais à la charge du mineur acquitté parce que celui-ci a donné lieu à la poursuite :

« On peut objecter, dit-il, que les juges, en déclarant que l'enfant a agi sans discernement, excluent nécessairement l'intention criminelle, car, comment concevoir cette intention, si l'accusé n'a pas eu l'intelligence de son action ! Cette déclaration équivaut

à un plein et entier acquittement. Opposera-t-on que les juges peuvent prononcer la détention !

« Mais, la Cour de cassation a reconnu elle-même que ce n'est pas une peine, et qu'elle n'est qu'une correction domestique. Ce qui le prouve, c'est le choix des juges.

« Bref, on ne peut combiner l'acquittement de l'article 66 du Code pénal avec l'article 368 du Code d'instruction criminelle. »

Nous venons de voir, avec quelque détail, comment était solutionnée la question des frais en cas d'acquittement. Faudrait-il décider de la même façon dans l'hypothèse d'une absolution ?

L'article 368 du Code d'instruction criminelle, avons-nous vu, met les dépens à la charge de la partie qui *succombe*.

La question est donc de savoir si l'accusé absous succombe ou ne succombe pas. Et ici, la difficulté est assez grande, car il n'est pas aisé, comme on va le voir, d'être catégorique dans un sens ou dans l'autre.

En effet, l'accusé absous, étant par définition même, déclaré coupable, on peut dire que, sous ce rapport, il succombe.

Mais, d'un autre côté, il n'est frappé d'aucune peine il sort indemne de la poursuite, donc il ne succombe pas.

Rien de surprenant, dans ces conditions, que l'un

et l'autre systèmes aient été soutenus, et que l'on ait décidé, tantôt que l'accusé absous devait être condamné aux dépens parce qu'il était déclaré coupable, tantôt qu'il ne devait pas les supporter parce qu'il n'était condamné à aucune peine.

Telles quelles, ces deux opinions sont trop absolues; celle qui met les dépens à la charge de l'accusé absous méconnaît le caractère accessoire de la condamnation aux dépens ; celle qui l'en décharge toujours ne tient pas compte de la faute personnelle de l'inculpé qui a motivé la poursuite.

Il y a donc lieu ici d'établir une distinction, selon qu'il résulte de l'issue du procès pénal que la poursuite a été faite à tort, ou, au contraire, que, bien que n'aboutissant pas à une condamnation, elle devait légalement avoir lieu.

Dans la première hypothèse, celle d'une poursuite faite à tort, les frais de justice ont été exposés par la faute des parties poursuivantes; on ne saurait donc condamner l'accusé absous aux dépens d'une instance qui n'aurait pas dû être commencée contre lui. Il en est ainsi lorsque l'absolution de l'accusé intervient pour cause de prescription de l'action publique ou encore d'amnistie ou de chose jugée, ou enfin parce que les faits ne constituaient ni crime, ni délit, ni contravention.

Au cas d'absolution pour cause de prescription acquise, la Cour de cassation, après avoir varié dans

sa jurisprudence, décide maintenant que la condamnation aux dépens est obligatoire.

C'est ainsi qu'un arrêt du 9 février 1854 (1) disait déjà que l'accusé coupable, contre lequel aucune peine ne peut être prononcée par suite d'une prescription acquise, n'en doit pas moins être condamné aux frais du procès.

Plus récemment, le principe a encore été consacré par un arrêt du 28 avril 1894 : « Attendu, a dit cet arrêt, que celui-ci (l'accusé absous pour cause de prescription) n'en a pas moins succombé puisqu'il a été déclaré coupable par le jury ; qu'il résulte de cette déclaration que la poursuite était légitime et que S... devait être condamné aux frais d'une procédure rendue nécessaire par son fait.

« D'où il suit qu'en négligeant de mettre à sa charge les frais avancés par l'État, la Cour d'assises a violé l'article 368 du Code d'instruction criminelle. »

Dans la seconde alternative, celle d'une instance pénale qui, bien que n'aboutissant pas à une condamnation, devait légalement avoir lieu, la solution sera inverse et les dépens resteront à la charge de l'accusé absous : c'est en effet par sa faute que les frais de justice auront été exposés. Il en sera ainsi, par exemple, lorsqu'un accusé sera absous par appli-

1. S. 54. 1. 277.

cation du principe de non-cumul ou par l'effet d'une de ces excuses absolutoires qui exemptent de la peine principale (C. P. art. 100, 213, 108, etc).

C'est pour la même raison que, selon nous, le mineur de 18 ans acquitté comme ayant agi sans discernement, doit être condamné aux frais.

Que décide la jurisprudence ?

Elle n'admet pas la distinction que nous venons d'établir entre une poursuite faite à tort et une poursuite légalement faite, et elle décide d'une façon générale que l'accusé absous doit être condamné aux frais.

« Attendu, dit un arrêt de cassation du 28 avril 1894 (1) que le jury des Hautes-Pyrénées a déclaré S... coupable d'avoir sciemment recelé divers objets soustraits frauduleusement et depuis moins de dix ans au sieur S... à la dame A... et au sieur B... mais qu'il a écarté toutes les circonstances aggravantes qui auraient imprimé à ces soustractions frauduleuses le caractère de vols qualifiés ; que les faits principaux dégénéraient ainsi en simples délits et ne pouvaient plus être punis que comme tels, et qu'en conséquence la Cour d'assises, ayant reconnu que lesdits vols étaient tous antérieurs de plus de trois ans au premier acte d'instruction et de poursuite, a dû déclarer l'action publique éteinte par voie de prescription, et

1. S. 94.1.256.

renvoyer le demandeur de l'accusation portée contre lui. Mais attendu que celui-ci *n'en a pas moins succombé puisqu'il a été déclaré coupable par le jury* ; qu'il résulte de cette déclaration que la poursuite était légitime et que S... *dévoit être condamné aux frais d'une procédure rendue nécessaire par son fait...* »

§ 2. — *Il y a partie civile en cause.*

L'article 368 du Code d'instruction criminelle, dont nous avons retracé plus haut la genèse, dispose aujourd'hui dans son deuxième alinéa.

« Dans les affaires soumises au jury, la partie civile qui n'aura pas succombé ne sera jamais tenue des frais. »

Cette addition, nous l'avons déjà dit, apportée par la loi du 28 avril 1832, venait modifier le décret du 18 juin 1811 dans celle de ses dispositions qui décidait que les parties civiles étaient responsables, dans tous les cas, des dépens envers l'État (art. 157).

Actuellement, il faut donc que la partie civile *succombe* pour être condamnée aux frais.

Ceci posé, que décider lorsque l'accusé bénéficie d'un acquittement ?

Deux solutions sont à prévoir :

Ou bien l'accusé est acquitté et la partie civile n'obtient pas de dommages-intérêts. Ou bien au con-

traire, malgré l'acquittement de l'accusé, la partie civile obtient des dommages-intérêts (1).

Envisageons successivement ces deux hypothèses.

La première n'offre point de difficulté.

L'accusé est acquitté, il n'est de plus condamné à aucun dommage-intérêt envers la partie civile ; on peut donc dire à juste titre que celle-ci *succombe*, et dans ces conditions, c'est elle qui doit supporter les frais.

Mais si maintenant l'accusé est, d'une part, acquitté, de l'autre condamné à des dommages-intérêts envers la partie civile, faut-il décider encore, quant au procès pénal, que cette dernière succombe et en conséquence mettre à sa charge les dépens ?

Telle est l'opinion de la jurisprudence, telle n'est pas celle de la doctrine.

Comment, disent les auteurs, admettre que la partie civile a succombé, alors qu'au contraire, elle a obtenu ce qu'elle demandait ?

« Si l'on se reporte, disent Chauveau et Faustin-Hélie, aux termes de l'article 368 qui déclare que la partie civile qui n'aura pas succombé ne sera jamais tenue des frais, si l'on remarque que tout procès criminel dans lequel une partie civile est jointe renferme deux actions distinctes, l'action publique et

1. Nous verrons, en effet, dans une autre section que l'accusé acquitté peut être condamné à des dommages-intérêts envers la partie civile.

l'action civile, indépendantes l'une de l'autre, et que cette dernière action n'a d'autre but que la réparation civile du dommage, on en conclura sans doute que la partie qui a obtenu cette réparation, qui a atteint la seule fin qu'elle se proposait, qui, en un mot, a gagné son procès, ne peut *être réputée avoir succombé*, condition nécessaire pour encourir la charge des frais. »

Cette façon de raisonner n'est point celle de la jurisprudence, qui ne distingue pas, comme le fait la doctrine, entre les intérêts civils, où triomphe la partie civile, et l'action publique, où seul échoue le ministère public. Pour elle, la partie civile, même si elle obtient des dommages-intérêts, *succombe* aux termes de l'article 368 du Code d'instruction criminelle, et, en conséquence, doit être condamnée aux frais envers l'État.

« Sur le premier moyen, dit un arrêt de la Cour de cassation du 1^{er} décembre 1855, pris d'une violation prétendue de l'article 368 du Code d'instruction criminelle, en ce que l'arrêt attaqué a mis les frais du procès criminel à la charge de l'État, partie civile, intervenant aux assises, par le ministère de la guerre, qui cependant n'aurait pas succombé, puisqu'il a obtenu des dommages-intérêts contre l'un des accusés acquittés ; attendu que les deux accusés ayant été déclarés non coupables et acquittés, il en résultait que la partie civile avait succombé, sous ce

rapport, dans son intervention, et qu'elle devait être condamnée aux dépens envers le Trésor public, comme elle l'a été en effet ; qu'en le prononçant ainsi, l'arrêt attaqué n'a fait qu'une juste application des articles combinés 368 du Code d'instruction criminelle, 157 à 159 du décret impérial du 18 juin 1811... (1) »

C.

EFFETS DE LA DÉCISION D'ACQUITTEMENT RELATIVEMENT
A LA CHOSE JUGÉE

L'article 360 du Code d'instruction criminelle dispose « que toute personne acquittée légalement ne pourra plus être reprise ni accusée à raison du même fait. »

C'est là l'application en notre matière du grand principe de la chose jugée, en vertu duquel une même personne poursuivie à raison d'un même fait délicieux peut opposer une exception d'ordre public qui empêchera, si elle est prouvée, la mise en accusation et arrêtera immédiatement la poursuite.

D'apparence simple, cette question de l'autorité de la chose jugée en présence d'un acquittement offre cependant de réelles difficultés qu'il nous faut maintenant examiner. Remarquons tout d'abord qu'un

1. S. 56.1.467.

même fait peut engendrer plusieurs délits, peut contenir plusieurs infractions indépendantes l'une de l'autre ; par exemple si, dans l'intention de donner la mort à une femme enceinte, on lui administre un poison qui ne causé que l'avortement de cette femme, il y a à la fois crime d'avortement et empoisonnement ; de même lorsqu'un incendie a provoqué la mort d'une personne que l'auteur de l'incendie savait être sur le lieu de son crime, le même fait produit à la fois deux crimes, incendie et assassinat ; ainsi encore des attentats réitérés à la pudeur peuvent constituer le crime de viol ou d'excitation habituelle à la débauche ; des coups portés à un individu et qui ont occasionné sa mort, peuvent constituer un meurtre ou simplement un homicide par imprudence.

Dans toutes ces hypothèses il y a lieu de se demander si la décision qui statue sur le fait en question couvre ce *fait même* en le purgeant de toutes les incriminations dont il était susceptible, si par exemple l'acquittallement sur les accusations d'empoisonnement, d'incendie, d'attentat à la pudeur avec violence, de meurtre emporte acquittallement des délits d'avortement, d'assassinat, d'excitation habituelle à la débauche, et d'homicide par imprudence, ou bien si, au contraire, cette décision n'a force de chose jugée que relativement à la *qualification* donnée au fait dans le jugement.

Très controversée aujourd'hui, cette question était nettement résolue par la législation romaine, qui permettait de reprendre l'accusation sous un titre différent du premier, lorsqu'un même fait avait engendré plusieurs crimes.

« Si tamen ex eodem facto plurima crimina nascuntur, et de uno crimine in accusationem fuerit deductus, de altero non prohibetur ab alio deferri. »

(L. 9. Cod., *De accusationibus et inscriptionibus.*)

Dans notre ancien droit, on trouve la même solution donnée par Muyard de Vouglans comme exception au principe de la chose jugée :

« Une quatrième exception, dit-il dans ses *Institutes*, tirée de la loi *Qui de crimine*, au Code *De accusat.*, c'est lorsqu'un même fait a produit différents crimes ; l'accusation de l'un n'empêche point celle de l'autre, pourvu toutefois que ces deux accusations soient faites par des personnes différentes. »

Dans l'état actuel de notre législation, comment comprendre ces mots employés par l'article 360 du Code d'instruction criminelle : *à raison du même fait...* ?

C'est là que réside toute la difficulté.

« Le seul sens raisonnable, qu'on puisse donner à cet article, dit Le Graverend, c'est qu'un individu accusé d'un crime ne peut plus être repris à raison de la même accusation. Le Code d'instruction criminelle appelle *fait* l'accusation elle-même, le *crime*

qualifié, et non l'*acte matériel* à raison duquel est intervenue l'accusation.

Telle semble bien être, à notre sens, l'interprétation qu'il faille donner de l'article 360 du Code d'instruction criminelle, si l'on prend soin au préalable de comparer avec lui les dispositions du Code de brumaire an IV qui jettent sur cette question un jour tout particulier.

Ce n'est pas que, de prime abord, la situation résultant du Code de brumaire et celle qui procède de notre Code d'instruction criminelle parussent être différentes ; tout au contraire, dans l'une comme dans l'autre, il est déclaré qu'un individu acquitté ne peut être repris ni accusé à raison *du même fait*.

L'article 426 du Code de brumaire disposait en effet :

« Il (l'individu acquitté) ne peut plus être repris ni accusé à raison du même fait. »

Et la constitution de 1791 (2^{me} partie, titre VIII, art. 3) décidait auparavant de la même façon :

« Tout particulier ainsi acquitté ne pourra plus être repris ni accusé pour raison du même fait. »

Où se trouve donc la différence, cependant profonde, qui va obliger à interpréter dans un sens opposé la loi de brumaire an IV, et l'article 360 de notre Code d'instruction criminelle ?

D'après les articles 374, 377 et 380 du Code de brumaire, les jurés de jugement devaient être interrogés :

d'abord sur l'existence matérielle du fait et sur la participation de l'accusé à l'existence de ce fait ; ensuite sur la moralité du fait ; enfin, sur le plus ou le moins de gravité du délit résultant de l'acte d'accusation, de la défense de l'accusé et du débat.

Il s'ensuit que les jurés ne devaient pas se borner à statuer sur le fait tel que l'acte d'accusation l'avait qualifié ; ce n'était pas en effet telle incrimination qui leur était soumise, mais le *fait même*, dont la matérialité et la moralité devaient être l'objet de questions distinctes et successives. Les jurés devaient donc être mis à portée d'examiner ce fait sous toutes ses faces et de l'apprécier dans tous ses rapports avec les lois pénales.

Sous l'empire de cette législation, l'acquiescement ou l'absolution de l'accusé purgeait non seulement l'accusation telle qu'elle avait été portée devant le tribunal criminel, mais encore toutes les accusations auxquelles le fait pouvait donner lieu, et cela pour la raison que le juge était réputé les avoir examinées toutes et avoir prononcé sur toutes.

Le ministère public ni la partie civile ne pouvaient donc être reçus à reproduire le même fait sous une autre qualification, et à alléguer que, cette qualification nouvelle n'ayant pas fait l'objet d'une question soumise au jury, celui-ci n'y avait pas statué ; on était autorisé à lui répondre que par cela seul que le jury n'avait point été appelé à prononcer

sur cette qualification, il était légalement présumé que le fait n'en était pas susceptible.

Or, si le Code d'instruction criminelle de 1808 vient bien, après le Code de brumaire an IV, redire qu'un individu acquitté ne peut plus être repris ni accusé à raison du *même fait*, les circonstances dans lesquelles le jury est maintenant appelé à se prononcer se sont suffisamment modifiées pour que ces derniers mots reçoivent une interprétation différente de celle que nous venons de leur donner avec la législation de brumaire an IV.

En effet, tandis que dans cette dernière, les jurés pouvaient être interrogés sur une ou plusieurs circonstances non mentionnées dans l'acte d'accusation, quand même elles eussent changé le caractère du délit résultant du fait qui y était porté, aujourd'hui les jurés ne peuvent examiner le fait que dans ses rapports avec l'acte d'accusation et les qualifications qu'il lui donne.

Que dit en effet l'article 337 du Code d'instruction criminelle ?

« La question résultant de l'acte d'accusation sera posée en ces termes : « L'accusé est-il coupable d'avoir commis tel meurtre, tel vol ou tel autre crime, avec toutes les circonstances comprises dans le résumé de l'acte d'accusation ? »

Telle est la seule question à poser au jury admise par le Code, à moins qu'il ne soit résulté des débats

des circonstances aggravantes non mentionnées dans l'acte d'accusation (art. 368), ou que l'accusé n'ait proposé pour excuse un fait admis comme tel par la loi (art. 369) ; dans ces deux cas, les circonstances aggravantes et le fait d'excuse doivent faire la matière de questions spéciales ; il en est de même de la question du discernement lorsqu'il s'agit d'un accusé de moins de dix-huit ans.

Mais, en dehors de ces trois hypothèses spéciales de circonstances aggravantes, excuse et discernement, le président de la Cour d'assises ne peut plus poser aux jurés que la question résultant de l'acte d'accusation.

Il en résulte que l'acquittement de l'accusé, sous l'empire du Code d'instruction criminelle, ne purge que l'accusation sur laquelle le jury a prononcé, et non les autres accusations ou préventions auxquelles le fait peut donner lieu : car, de ces dernières, les jurés n'ont dû ni pu se préoccuper.

On voit que la situation, par le jeu même des questions posées au jury, est toute différente de celle qui résultait de la législation de brumaire an IV, et qu'il n'est plus possible de donner aux termes de l'article 360 du Code d'instruction criminelle le sens qu'on pouvait leur donner dans l'article 426 du Code de brumaire. Sous ce dernier, « *le même fait* » signifiait le même fait *matériel* ; aujourd'hui, il ne peut plus s'agir que du fait qualifié de la même façon.

Sans doute, la jurisprudence a-t-elle considéré avec raison l'article 338 comme étant plutôt énonciatif que limitatif, et la force des choses a-t-elle obligé d'étendre au delà des limites proposées par le Code le cercle des attributions des jurés dans l'examen du fait de l'accusation.

Sans doute en est-on venu à reconnaître que le président de la Cour d'assises avait la *faculté* d'appeler le jury à prononcer sur tous les caractères que le fait peut recevoir de la loi pénale.

Mais, ce n'est là qu'une faculté alors que sous la législation de brumaire an IV, c'était pour lui une obligation, à peine de nullité.

Si donc le président n'use pas de cette faculté, s'il s'en tient pour poser les questions uniquement aux règles prescrites par le Code, il sera impossible de dire, comme sous la loi de brumaire, que, en vertu de la chose jugée, le fait n'est pas susceptible de la nouvelle qualification que veulent lui donner le ministère public ou la partie civile.

Pour toutes ces raisons, il est bien évident que la différence entre l'article 426 du Code de brumaire et l'article 360 du Code d'instruction criminelle peut se résumer ainsi : Toute personne acquittée ne peut plus être reprise ni accusée à raison « du même fait », c'est-à-dire, dans la législation de brumaire, le *même fait matériel*, quels que soient les différents crimes

ou délits qu'il ait engendrés, et, sous l'empire de notre Code, la *même accusation*.

Il s'ensuit, dans les exemples que nous avons donnés plus haut, que l'auteur de l'empoisonnement, acquitté sur ce chef, n'aurait pu être, sous le Code de brumaire, repris sous l'inculpation d'avortement ; que l'accusé de meurtre, acquitté de cette accusation, n'aurait pu ensuite se voir repris pour homicide par imprudence, etc., car le jury eût porté son examen sur tous ces points, et, par sa réponse, statué sur tous à la fois.

Aujourd'hui au contraire, sa réponse ne s'appliquant qu'au fait tel qu'il a été qualifié dans l'acte d'accusation, rien ne s'opposerait à ce que le même individu, acquitté sur le chef d'empoisonnement, fût repris pour crime d'avortement, à ce que l'incendiaire acquitté du crime d'incendie fût ensuite poursuivi pour assassinat, ou le meurtrier acquitté du crime de meurtre, pour homicide par imprudence.

Cette interprétation des mots : « à raison du même fait » n'a pas seulement pour elle la jurisprudence, ainsi que nous l'allons voir tout à l'heure ; de nombreux auteurs estiment avec raison que la comparaison de notre législation actuelle avec celle de brumaire an IV ne permet pas d'interpréter autrement les termes de l'article 360 du Code d'instruction criminelle.

Nous avons déjà cité Le Graverend ; Meslin, Dal-

loz, Mangin, Laborde abondent dans le même sens.

Quant à la jurisprudence, nous venons de l'indiquer, elle est bien établie sur ce point. Tandis que sous la législation de brumaire an IV, un arrêt du 14 pluviôse an XII avait pu décider à bon droit qu'un individu acquitté d'une accusation d'empoisonnement ne pouvait pas être poursuivi à raison d'un avortement occasionné par le breuvage qu'il était accusé d'avoir administré, depuis le Code d'instruction criminelle, les arrêts, se fondant sur le raisonnement que nous avons indiqué, permettent de poursuivre un même individu à raison du même fait présenté sous un caractère de criminalité entièrement différent.

Dès le 29 octobre 1812, nous trouvons un arrêt de la Cour de cassation qui dispose en ces termes :

« Considérant que le principe établi par l'article 360 du Code d'instruction criminelle ne peut s'appliquer qu'au fait sur lequel a porté la déclaration du jury ; que, d'après les articles 374 à 379 du Code des délits et des peines du 3 brumaire an IV, les questions qui étaient soumises au jury de jugement, devaient nécessairement porter non seulement sur le fait qui était l'objet de l'acte d'accusation, mais encore sur toutes les circonstances qui, d'après les débats ou la défense de l'accusé, pouvaient modifier la gravité du fait, quand même elles en auraient changé le caractère ; qu'ainsi, sous l'empire de cette législation, l'acquiescement prononcé en faveur d'un

accusé devait sans doute l'affranchir de toutes les poursuites, tant sur le fait de l'accusation que sur toutes les modifications, et d'après tous les caractères de criminalité dont il pouvait être susceptible.

« Mais que le Code d'instruction criminelle, en établissant d'autres règles, a nécessairement restreint ce principe ;

« Qu'en effet, d'après les articles 337, 338 et 339 de ce Code, le président de la Cour d'assises n'est tenu de soumettre au jury, comme question principale, que le fait de l'accusation sous le caractère et avec les circonstances exprimées dans le résumé de cet acte, et comme questions accessoires que les circonstances aggravantes qui auraient pu naître des débats, et les faits d'excuse proposés par l'accusé et admis comme tels par la loi ;

« ... Que dans l'espèce Jean Diffis n'avait été accusé, dans le résumé de l'acte d'accusation, dressé à sa charge, que d'un homicide volontaire qualifié meurtre par l'article 295 et puni par l'article 304 du Code pénal ; qu'il n'avait été posé de question par le président et fait de réponse par le jury que sur ce fait ainsi caractérisé ; que cette accusation, cette question et cette réponse étaient par elles-mêmes étrangères à la prévention d'homicide involontaire commis par maladresse, imprudence, négligence, etc., caractérisé « délit » par l'article 319 du même Code ;

« Que dès lors, et sans la circonstance particulière

avec laquelle s'est présentée, dans l'espèce, la déclaration du jury rendue en faveur de Diffis, l'ordonnance d'acquittement qui a suivi cette déclaration aurait dû être restreinte au fait d'accusation, et n'aurait pu conséquemment soustraire le dit Diffis aux poursuites légales sur le délit à l'égard duquel il n'y aurait eu ni accusation, ni instruction, ni décision du jury ;

« Mais attendu que sur la question à lui proposée, le jury a déclaré que Diffis n'est point coupable du meurtre commis sur le gendarme Mémès, que cette déclaration, d'après la généralité de ses expressions et l'interprétation qui exige la faveur de tout accusé, doit être censée porter tant sur le fait d'homicide en lui-même ou sa légitimité, que sur l'absence de volonté ; que dès lors, il n'existe plus de base à une poursuite quelconque contre l'accusé, à raison du fait qui a formé l'objet de son accusation ; d'après ces motifs seulement, et sans aucunement approuver ceux de l'arrêt dénoncé, rejette. »

De cet arrêt, il résulte clairement que si le jury au lieu de déclarer simplement l'accusé non coupable avait déclaré qu'il avait commis l'homicide, mais involontairement, l'action du ministère public eût été recevable pour faire juger si cet homicide involontaire avait été ou non accompagné de quelqu'une des circonstances déterminées par l'article 319 du Code pénal, et si conséquemment il constituait un délit.

C'est d'ailleurs ce que la Cour avait jugé quelques jours auparavant.

Le 14 mai 1812, Daniel Ricayte était mis en jugement devant la Cour d'assises des Basses-Pyrénées comme accusé de meurtre. Après les débats, le président pose ainsi la question : Daniel Ricayte, accusé, est-il auteur ou complice de l'homicide volontaire commis sur la personne de Nicolas Puges, la nuit du 28 novembre 1807 ?

Le jury répond : Daniel Ricayte est complice de l'homicide involontaire commis sur la personne de Nicolas Puges.

Sur cette réponse, le président rend une ordonnance d'acquiescement. Pourvoi du procureur général de la Cour de Pau, arrêt de la Cour de cassation du 23 octobre 1812 qui décide que l'accusé, n'ayant été par le jury déclaré que complice d'un homicide involontaire, avait été légalement acquitté du crime de meurtre ; « mais, ajoute-t-il, attendu que l'homicide involontaire pouvait donner lieu à des peines correctionnelles, suivant les circonstances de négligence ou d'imprudence d'après lesquelles il aurait été commis ; que, par la nature des questions sur lesquelles le président a fait délibérer le jury, la Cour d'assises n'a pas eu les éléments nécessaires pour juger s'il y avait lieu à la prononciation de ces peines ; que le fait dépouillé du caractère de crime ne peut être soumis à une autre Cour d'assises, sous le rapport des

peines dont il peut être susceptible, la Cour rejette le pourvoi du procureur général près la Cour de Pau....., sauf au ministère public à poursuivre devant le tribunal correctionnel, s'il y échéait, d'après les dispositions de l'article 2, partie 2, titre 2, section I du Code pénal de 1791 et de l'article 319 du Code pénal de 1810. »

Et Merlin commentant cet arrêt écrit :

« On ne pourrait opposer que l'article 360 du Code d'instruction criminelle, et ce serait sans fondement qu'on l'opposerait... Les mots à raison *du même fait*, que signifient-ils dans cet article ? Pas autre chose que le même fait *matériel*, accompagné de circonstances constitutives du crime... »

Mais M. Carnot (*Instruction criminelle*, t. II, p. 712) n'admet pas cette manière de voir. Il attaque la jurisprudence que nous avons relatée en disant qu'il n'existe aucune différence entre la législation de brumaire et celle de notre Code d'instruction criminelle. On ne peut cependant nier, nous l'avons montré en détail, que les deux systèmes soient totalement distincts et entraînent une interprétation complètement dissemblable de deux articles qui, comme l'article 426 du Code de brumaire et l'article 360 du Code d'instruction criminelle emploient les mêmes expressions. D'ailleurs, ajoute Carnot, il résulterait du système jurisprudentiel qu'un individu acquitté d'une accusation d'*assassinat* pourrait être poursuivi à rai-

son du même fait, en le qualifiant de crime de *meurtre*.

« En décidant, dit-il, que le prévenu du meurtre peut être mis de nouveau en jugement pour homicide, c'est préjuger que le prévenu d'*assassinat* pourrait être poursuivi de nouveau, comme prévenu du meurtre du même individu, après avoir été acquitté de la prévention d'*assassinat* : il y aurait, en effet, même raison de décider ; car si c'est le *même fait*, ce n'est pas le *même crime*, et c'est précisément parce que ce n'est pas le même crime que l'on prétend tirer la conséquence que le prévenu de meurtre peut être poursuivi de nouveau pour homicide après que son acquittement a été prononcé. »

Et Carnot conclut qu'admettre dans un cas la dérogation possible au principe du *non bis in idem*, c'est décider qu'il est permis d'y déroger, et s'il est permis d'y déroger dans un cas, pourquoi, dit-il, ne serait-il pas permis de le faire dans d'autres ?

Tout deviendrait dès lors *arbitraire* en cette matière.

Mais la supposition que fait Carnot ne peut jamais se réaliser. Sans doute, on admettrait qu'un individu acquitté sur l'accusation d'*assassinat* peut être poursuivi comme coupable de *meurtre*, si la réponse du jury sur la question d'*assassinat* ne renfermait pas nécessairement une déclaration quant à l'existence ou à la non-existence du *meurtre* ; mais il est impossible que le jury réponde sur le fait d'*assassinat* sans

répondre en même temps sur le fait du meurtre. En effet, aux termes de l'article 344 du Code d'instruction criminelle, les jurés délibèrent d'abord sur le fait principal, et ensuite sur chacune des circonstances.

Sur une accusation d'*assassinat*, ils commenceront donc par répondre sur le fait de l'homicide volontaire, qui n'est autre chose que le meurtre, et ensuite ils répondront sur la circonstance de préméditation ou de guet-apens, qui donne au meurtre le caractère d'*assassinat* (Code pénal, art. 295, 296); donc, après l'acquittement sur le fait de l'assassinat, il n'y a plus lieu à poursuites sur le fait du *meurtre*, puisque de deux choses l'une : ou en rejetant la préméditation, les jurés auront déclaré qu'il n'y avait pas même eu homicide volontaire, et alors il y a sur le *meurtre*, chose jugée en faveur de l'accusé, par conséquent fin de non-recevoir contre toute nouvelle poursuite sur le fait du meurtre ; ou, en rejetant la circonstance de préméditation, les jurés ont déclaré l'homicide volontaire constant, et alors, tout est jugé sur ce fait contre l'accusé ; la Cour d'assises doit, aux termes de l'article 365 du Code pénal, lui appliquer la peine qu'il a encourue ; aucune autre poursuite ne saurait donc être dirigée contre lui à raison du meurtre.

Au contraire, lorsqu'il s'agit d'un acquittement pour meurtre, la question de l'homicide par imprudence comme fait nouveau pouvant donner lieu à de nou-

velles poursuites ne se résout pas de la même façon. En répondant sur le fait du meurtre les jurés n'ont répondu en aucune manière sur celui de l'homicide involontaire dont l'imprudence seule aurait été cause. Rien n'empêche dès lors que l'individu acquitté sur le fait du meurtre, mais avec déclaration que l'homicide était constant, ne soit ensuite poursuivi devant le tribunal correctionnel comme coupable d'homicide involontaire commis par imprudence.

La jurisprudence inaugurée dans le sens que nous avons indiqué par les arrêts de 1812 et de 1813 devait d'ailleurs se poursuivre et s'affirmer par la suite.

Parmi les arrêts les plus notoires, citons celui du 25 novembre 1841 rendu contrairement aux conclusions du procureur général Dupin.

Ce magistrat avait fait remarquer que l'article 360 du Code d'instruction criminelle défendait de poursuivre de nouveau le même individu à raison du même fait ; car, si, disait-il, la loi avait voulu parler du fait *qualifié* par la loi, elle se fût servie d'un autre mot, elle eût dit : à raison du même *crime*, du même *délit*.

Mais la Cour répondit :

« Attendu que si l'acquiescement prononcé en faveur d'un accusé sur le fait de l'accusation était sous l'empire du Code du 3 brumaire an IV, un obstacle à toutes poursuites ultérieures à l'occasion du même

fait considéré sous d'autres rapports, c'est que ce Code imposait au président du Tribunal criminel l'obligation de soumettre au jury toutes les questions qui pouvaient ressortir des circonstances du fait de l'accusation ; qu'il en est autrement sous la législation actuelle qui n'impose plus la même obligation au président de la Cour d'assises ; qu'aujourd'hui, lorsque les jurés ne sont interrogés que sur le résumé de l'acte d'accusation et sur la qualification du fait auquel il se rapporte, l'acquiescement prononcé en faveur de l'accusé ne peut être étendu au delà du fait énoncé dans l'acte d'accusation et de la qualification qui lui a été donnée ; d'où il suit que la déclaration de non-culpabilité d'un accusé d'homicide volontaire ne préjuge ni la non-existence de l'homicide, ni la non-culpabilité de l'accusé relativement à la prévention d'homicide involontaire... » C'est encore un arrêt du 16 juillet 1842 critiqué cette fois par Devilleneuve dans ces termes :

Si au moyen d'un changement de qualification, un fait poursuivi comme crime peut de nouveau, et après acquiescement, être poursuivi comme délit, il n'y a pas d'accusé acquitté par le jury qui ne puisse se trouver soumis à une action correctionnelle : et, c'est là ce que le législateur paraît avoir voulu proscrire.

Que si le fait incriminé comme crime paraît, par les débats, dégénérer en simple délit, la Cour d'assises a tous les pouvoirs nécessaires pour le juger :

elle peut poser à cet égard une question au jury, et par là, satisfaire entièrement à la vindicte publique.

Mais, quand il n'en a pas été ainsi, nous ne pensons pas, dit cet auteur, qu'on puisse après coup, et lorsque le jury a rendu une déclaration de non-culpabilité, se ressaisir de l'accusé au moyen d'un simple changement dans la qualification du fait qui lui était reproché ; le respect de la chose jugée s'y oppose.

A la première objection, on peut répondre qu'il arrivera souvent que le fait pour lequel l'acquittement aura été prononcé au criminel, ne pourra point, considéré sous un autre rapport, être l'objet de poursuites correctionnelles.

Et quant au respect dû à la chose jugée, il est inexact de dire qu'il met obstacle à l'interprétation jurisprudentielle de l'article 360 du Code d'instruction criminelle. Il n'y a eu en effet chose jugée que sur le fait *tel qu'il a été envisagé aux débats*.

Après l'arrêt précité du 16 juillet 1842, des arrêts du 20 avril 1850, 8 février 1851, 12 mars 1853, 3 novembre 1855, 3 août 1855, 5 février, 23 juillet, 28 août 1863, 4 août 1865, 27 juin 1856, 22 décembre 1864, etc., consacrent la jurisprudence que nous avons signalée.

A noter encore un arrêt de rejet de la Chambre criminelle du 28 février 1868, lequel déclare que « l'article 360 est sans application, quand le fait incriminé se trouvant qualifié dans la seconde pour-

suite autrement qu'il ne l'avait été dans la première, il est en même temps certain que les éléments de la qualification nouvelle diffèrent en quelque point des circonstances constitutives de la première incrimination. »

Parmi les décisions les plus récentes, citons un arrêt du 14 août 1875 et 10 janvier 1876 (ce dernier, toutes chambres réunies), qui s'exprime ainsi :

Attendu que si aux termes de l'article 360 du Code d'instruction criminelle, toute personne acquittée légalement ne peut plus être reprise ni accusée à raison du même fait cette règle ne s'applique qu'à un fait considéré dans ses rapports avec la loi pénale, qu'elle n'est qu'une application du principe que l'autorité de la chose jugée n'existe qu'à l'égard de ce qui a fait l'objet d'un premier jugement, qu'en conséquence il n'y a pas violation de l'article 360 et de la maxime : « *Non bis in idem* », lorsque le fait, objet d'une seconde poursuite ne présente pas tous les caractères de l'identité dans ses éléments *matériels* et dans ses éléments *légaux*, avec celui qui a motivé la première incrimination.... »

« Attendu, dit le second arrêt, que la chose jugée n'existe qu'à l'égard de ce qui a fait l'objet d'un premier jugement, et que, par conséquent, elle n'existe pas là où ne se rencontre point identité de demande et de poursuite ; que l'article 360 ne fait donc point obstacle à ce que l'individu relaxé d'une poursuite en

simple police soit de nouveau poursuivi pour le même fait matériel, *s'il est autrement qualifié*, et que la qualification nouvelle s'appuie sur des éléments non relevés et non appréciés lors de la première poursuite ; que, dans ce cas, la première relaxe qui se limite nécessairement à l'unique poursuite dont le juge ait été alors saisi, ne saurait l'empêcher d'examiner si le même fait matériel ne présente pas d'autres circonstances délictueuses sur lesquelles il n'a pas encore été appelé à statuer... »

M. Villey n'approuve pas, à son tour, la solution donnée par ces arrêts. En outre de Le Graverend, que nous avons cité plus haut, Ortolan, Faustin-Hélie, Griotet, Morin, n'admettent pas que les mots « *à raison du même fait* » employés par l'article 360 du Code d'instruction criminelle signifient le fait qualifié de la même façon.

En résumé, la doctrine française en désaccord avec la jurisprudence, s'appuie sur quatre motifs qui sont les suivants :

1° Interpréter l'article 360 comme le fait la jurisprudence, c'est donner une solution contraire à l'article même du Code d'instruction criminelle.

2° En décidant ainsi, on rompt sans motif avec les précédents historiques.

3° Une telle solution ne peut qu'affaiblir l'autorité sociale de la chose jugée.

4° Elle serait contradictoire avec les solutions données en cas de condamnation ou d'absolution.

Nous avons, au cours de ce chapitre, montré que les trois premières de ces objections trouvent aisément leur réponse.

Quant à dire que la solution par nous adoptée avec la jurisprudence ne peut être admise parce qu'elle serait en contradiction avec celle que l'on donne au cas de condamnation ou d'absolution, c'est là un raisonnement qui ne souffre pas une longue discussion, si on envisage la différence de situation qui existe en cette matière entre l'acquittallement d'une part, et, d'un autre côté, la condamnation ou l'absolution.

En effet, lorsque le jury a déclaré l'accusé coupable, il est du devoir de la Cour d'assises, qui statue sur l'application de la peine, d'examiner si le fait qui lui est soumis est prévu par une loi et par quelle loi. Si le fait n'est incriminé par aucune loi pénale, elle prononce l'absolution. Dans le cas contraire, elle condamne à une peine soit criminelle, soit correctionnelle, soit de police.

Donc, puisque l'appréciation du *fait* dans ses rapports avec l'ensemble de la législation pénale a dû être l'objet de l'examen de la Cour, il est bien certain que le *même fait*, à raison duquel l'accusé a été condamné ou absous, ne peut plus être repris sous une qualification différente.

Nous avons vu, par tous les développements donnés plus haut, que la question ne se présentait pas du tout de la même façon lorsqu'il s'agit d'un verdict d'acquittement, hypothèse où la Cour n'a point, comme au cas d'absolution ou de condamnation, à examiner le fait dans ses rapports avec l'ensemble de la législation pénale.

Est-ce à dire, après les développements que nous avons fournis sur cette question de la chose jugée et l'exposé des divers systèmes auquel a donné naissance l'interprétation de l'article 360 du Code d'instruction criminelle, est-ce à dire que ce dernier texte ne gagnerait pas à une rédaction plus claire où les mots « à raison du même fait » grâce à un complément d'application, ne laisseraient plus place à des discussions du genre de celles que nous avons rencontrées ?

Dès 1876, le législateur français avait songé à modifier l'article 360, et en 1879 M. Parent reprenant le projet de loi qu'il avait déposé en 1872 et en 1876, proposait de substituer au texte existant un article ainsi conçu :

« Toute personne acquittée légalement ne pourra être reprise ni accusée à raison du même fait, ce fait fût-il *diversement qualifié*. C'était, on le voit, rompre avec le système de la jurisprudence.

« Il est étrange et contraire aux principes, disait ce député dans l'exposé des motifs, qu'un prévenu

puisse, au gré de la justice, être poursuivi successivement de juridiction en juridiction pour le même fait, à charge seulement de le qualifier tour à tour de crime, de délit, ou même simplement de contravention. N'est-ce pas la violation de la chose jugée, la violation de la vieille maxime protectrice : « *Non bis in idem ?* »

Quoi qu'il en soit, la réforme proposée n'a pas abouti, et nous en sommes toujours à interpréter notre article 360 tel que l'a rédigé le législateur de 1808.

Il n'en est pas de même en Belgique, où une loi du 21 avril 1850 a consacré une jurisprudence semblable à la jurisprudence française.

« Toute personne acquittée légalement, dit cette loi, ne pourra plus être reprise ni accusée à raison du même fait *tel qu'il a été qualifié.* »

Ajoutons pour terminer que si l'interprétation jurisprudentielle de l'article 360 permet de reprendre le même fait, qualifié d'une autre manière et comme crime, devant un autre jury, il ne peut guère y avoir là qu'une hypothèse purement théorique ; car, pour ce nouveau procès en Cour d'assises, où prendrait-on l'acte d'accusation ?

Le premier a dû être purgé en entier devant la Cour d'assises qu'il avait saisie ; et la Chambre des mises en accusation n'en pourra rendre un second, puisqu'elle se trouve définitivement dessaisie, et que le même fait, qui a été l'objet de son arrêt, ne peut

être repris que s'il survient de nouvelles charges.

C'est pourquoi en pratique aucune poursuite, ayant abouti à un acquittement, n'a été reprise devant une Cour d'assises, sous une autre qualification.

d.

EFFETS DE LA DÉCISION D'ACQUITTEMENT
QUANT AU POURVOI EN CASSATION

L'ordonnance d'acquittement, prononcée par le président de la Cour d'assises sur la déclaration de non-culpabilité du jury, acquiert immédiatement force de chose jugée dans le sens que nous avons indiqué au paragraphe précédent.

Mais pour qu'il en soit ainsi, l'article 360 exige que l'acquittement ait été *légalement* prononcé.

Quel sens faut-il attribuer au mot « légalement » employé par l'article 360, et dans quel cas l'ordonnance d'acquittement ayant été entachée d'illégalité, le pourvoi en cassation sera-t-il ouvert ?

Si nous nous reportons à l'article 426 du Code de brumaire an IV, qui reproduisait en cela l'article 3 du titre 8, 2^e partie, du décret des 16 et 29 septembre 1791 et l'article 253 de la Constitution du 5 fructidor, an III, nous voyons qu'il était conçu de la façon suivante :

« Tout individu *ainsi* acquitté peut poursuivre ses

dénonciateurs pour les dommages-intérêts. Il ne peut plus être repris ni accusé à raison du même fait. »

Dans l'article 360 de notre Code d'instruction criminelle, le mot *légalement* a remplacé le mot *ainsi* du Code de brumaire.

Il en a donc évidemment le sens.

Or, quelle signification avait ce terme dans la législation de brumaire ?

Pour s'en rendre compte, il suffit de comparer l'article 426 du Code de brumaire avec les deux articles qui le précédaient.

« Lorsque, disait l'article 424, l'accusé a été déclaré non convaincu, le président, sans consulter les juges ni consulter le commissaire du pouvoir exécutif, prononce qu'il est acquitté de l'accusation, et ordonne qu'il soit mis sur-le-champ en liberté. »

Et l'article 425 ajoutait :

« Il en est de même si les jurés ont déclaré que le fait a été commis involontairement, sans aucune intention de nuire, ou pour la légitime défense de soi ou d'autrui. »

Dans ces deux articles, il s'agissait donc de l'acquittement prononcé comme *conséquence d'une déclaration favorable de la part du jury*.

Il s'ensuit que l'article 426 faisait allusion à la même circonstance en disant immédiatement après, que tout individu *ainsi* acquitté ne pourrait pas être poursuivi à raison du même fait.

Cela voulait dire évidemment :

Tout individu acquitté d'après la déclaration favorable du jury.

Or, l'article 360 du Code d'instruction criminelle n'est point précédé de dispositions analogues à celles que nous venons de rencontrer avant l'article 426 du Code de brumaire. Le mot *ainsi* employé dans l'article 360 n'y aurait donc eu aucun sens, et c'est pourquoi on l'a remplacé par le terme *légalement*.

Mais cette dernière expression signifie la même chose que le mot employé par la législation de brumaire, c'est-à-dire acquitté d'après la déclaration favorable du jury.

Maintenant, remarquons que le Code de brumaire a été fait sous la Constitution du 5 fructidor an III proclamée le 1^{er} vendémiaire an IV. Cette constitution n'exigeait-elle point, pour que l'acquittement fût légal, une autre condition ?

On ne saurait en douter en lisant l'article 253 de la Constitution du 5 fructidor an III : « Toute personne acquittée par un jury légal, dispose cet article, ne doit pas être reprise ni accusée pour le même fait.

Donc, sous la législation de brumaire, il fallait encore que la réponse favorable du jury eût été rendue par un jury légal. L'article 426 ne disait rien de contraire, et sa disposition supposait évidemment, comme la Constitution sous laquelle il avait été promulgué, que le jury avait été légal.

L'article 360 du Code d'instruction criminelle étant la reproduction de l'article 426 du Code de brumaire doit donc être interprété de la même façon, c'est-à-dire en ce sens que l'acquittement, pour faire obstacle à un pourvoi en cassation, doit avoir été prononcé sur la réponse favorable émanée d'un jury légal.

Seulement, quelques lignes plus loin, nous trouvons un autre texte qui, lui, ne distingue pas comme l'article 360 entre l'acquittement légalement prononcé ou non. Il s'agit de l'article 409 du Code d'instruction criminelle ainsi conçu :

« Dans le cas d'acquittement de l'accusé, l'annulation de l'ordonnance qui l'aura prononcé, et de ce qui l'aura précédé, ne pourra être poursuivie par le ministère public que dans l'*intérêt de la loi* et sans préjudicier à la partie acquittée. »

Voilà donc un texte qui est en contradiction avec l'article 360 puisque celui-ci parle d'un acquittement *légalement* prononcé et que l'article 409 envisage d'une façon générale *le cas d'acquittement*.

Auquel de ces deux articles donner la préférence ?

La date respective de ces dispositions, la discussion au Conseil d'État, l'exposé des motifs et le rapport au Corps législatif suffisent amplement à démontrer que, en présence de la contradiction qui existe entre l'article 360 et l'article 409, c'est celui-ci, qui, en fin de compte, doit l'emporter.

« En général, disait Cambacérès au Conseil d'Etat Son Altesse sérénissime pense qu'un jugement criminel ne doit être cassé que lorsque, par une fausse application d'une loi pénale, on a condamné l'accusé à une peine plus grave que celle qu'il devait subir. »

Aussi Berlier, rapporteur, déclara-t-il qu'il abandonnait le système par lui présenté au nom de la section de législation.

« Ce qui me touche singulièrement, dit-il, c'est la dureté qu'il y aurait à ravir à l'accusé le bénéfice d'un arrêt d'absolution intervenu solennellement sur une déclaration des jurés.

« Inutilement disait-on qu'il n'y a point de déclaration légale des jurés si *l'un ou plusieurs d'entre eux, par exemple, n'ont pas l'âge requis par la loi, ou que l'arrêt doit être considéré comme non avenu si quelques formalités n'ont pas été remplies au mépris des réquisitions du Ministère public.* »

Après des observations de Merlin, Regnaud de Saint-Jean d'Angely, Treilhard, le Conseil d'État décida que l'incapacité de l'un des jurés n'opérerait point la nullité de la déclaration en cas d'absolution, et il renvoya le chapitre à la section de législation pour une rédaction nouvelle.

Cette rédaction, présentée à la séance du 30 juillet 1808, fut adoptée sans nouvelle discussion.

Elle forme le texte de l'article 409.

Il résulte de tout ce que nous venons de dire que

l'article 409, discuté postérieurement à l'article 360 (l'article 360 à la séance du 16 janvier 1808, l'article 409 à celle du 23) a été formellement compris au Conseil d'État et dans les discours officiels en ce sens que la légalité de l'acquittement n'était point nécessaire pour que le bénéfice de cet acquittement ne pût être enlevé à l'accusé.

Dès lors, on aurait dû retrancher le mot *légalement* de l'article 360 où il se trouvait en opposition avec cette doctrine.

Mais si, en fait, la chose n'a pas eu lieu, en droit, l'expression consacrée ne saurait produire aucun effet depuis qu'elle a été virtuellement abrogée par l'article 409.

Par conséquent, sous l'empire de notre Code d'instruction criminelle, l'ordonnance d'acquittement ne peut être annulée que si le président des assises acquitte *sans verdict* ou s'il fait une *fausse application du verdict*.

Si l'acquittement a été prononcé sans déclaration préalable du jury, l'accusé est renvoyé devant une autre Cour d'assises où l'on procède à de nouveaux débats sur le fond.

Si le président a acquitté l'accusé alors que le jury a déclaré celui-ci coupable, ou s'il a fait une fausse application d'un verdict de non-culpabilité, l'ordonnance d'acquittement seule est annulée. L'affaire est alors renvoyée devant une autre Cour d'assises qui

prononce sur la déclaration déjà faite par le jury, sans débat au fond.

Citons quelques décisions de jurisprudence faisant l'application du principe que nous venons d'établir.

Dans une affaire de faux où l'accusé avait été déclaré par le jury coupable d'usage fait sciemment d'une pièce fausse, le président avait rendu une ordonnance d'acquiescement, la Cour de cassation l'annule en disant :

« Considérant que l'article 409 du Code d'instruction criminelle ne peut recevoir son application que lorsque les ordonnances ont été rendues dans le cas déterminé par l'article 358 du même Code ; qu'ainsi le dit article 409 n'est nullement applicable à l'espèce actuelle... » (Cass., 2 juillet 1813.)

Dans une seconde affaire, le jury avait déclaré un accusé coupable de complicité d'extorsion de billets par violence, mais dans les circonstances constitutives de la complicité punissable, le président avait prononcé l'ordonnance d'acquiescement. Pourvoi du ministère public, et arrêt dans lequel on lit : « que sur cette déclaration de culpabilité, le président de la Cour d'assises n'a pu, sans excéder les attributions à lui conférées par l'article 358 du Code d'instruction criminelle, s'arroger le droit de rendre en faveur des accusés une ordonnance d'acquiescement qu'il n'aurait été autorisé à prononcer, d'après cet article, que dans le cas où les accusés eussent été

déclarés non coupables : que l'article 364 de ce Code attribue à la Cour d'assises seulement le droit de prononcer l'absolution de l'accusé si le fait dont il est déclaré coupable n'est pas défendu par une loi pénale ; — que l'ordonnance d'acquittement rendue par le président a donc été une usurpation des pouvoirs conférés à cette Cour, une fausse application de l'article 358 et une violation de l'article 364 du Code d'instruction criminelle ; la Cour casse et annule l'ordonnance d'acquittement, et, pour être statué d'après la loi sur la déclaration du jury qui reste maintenue, renvoie les accusés et les pièces de la procédure devant la Cour d'assises du Cher... » (Cass., 24 mai 1821.)

Dans une troisième affaire, l'accusé étant déclaré coupable de faux, mais non frauduleusement, le président rendit l'ordonnance d'acquittement. Pourvoi du ministère public sur lequel la Cour de cassation s'exprime ainsi :

« Attendu que c'est uniquement lorsque l'accusé est déclaré non coupable qu'il appartient au président de prononcer seul l'ordonnance d'acquittement ; attendu que lorsque l'accusé est déclaré coupable, c'est à la Cour entière, et non au président seul, que la loi a remis le soin d'en connaître : et, si le fait n'est pas défendu, d'absoudre l'accusé, et non de l'acquitter pleinement ; Casse et annule... » (Cass., 25 février 1830.)

Enfin, dans une quatrième affaire, le jury avait déclaré la culpabilité, mais sans en avoir le droit, car il s'agissait d'un délit, il avait admis des circonstances atténuantes ; la Cour d'assises trouvant que, du rapprochement de ces deux parties de la réponse, il résultait un doute sur l'intention du jury relativement au fait principal, l'avait renvoyé dans sa Chambre pour délibérer de nouveau. Il fit alors une nouvelle réponse négative, et le président prononça l'ordonnance d'acquittement.

Sur le pourvoi du ministère public, la Cour de cassation considéra en premier lieu que la première déclaration de culpabilité était claire et précise ; que s'agissant d'un délit, les circonstances atténuantes avaient été indûment admises, mais que la réponse sur ce point, devant être réputée non écrite, ne portait aucune atteinte à la déclaration de culpabilité qui devait, en vertu de son caractère irréfragable, servir de base à l'application de la peine.

Examinant en second lieu les effets que devait produire l'ordonnance d'acquittement, la Cour de cassation dit :

« Attendu que l'article 409 du Code d'instruction criminelle n'est pas applicable au cas où une ordonnance d'acquittement est prononcée contrairement à une déclaration positive et régulière du jury... Casse et annule l'arrêt de la Cour d'assises qui a annulé la première déclaration du jury et a renvoyé le jury

dans sa chambre pour délibérer de nouveau, la seconde déclaration du jury, et l'ordonnance d'acquiescement qui en a été la suite; et pour être fait application de la loi sur la première déclaration du jury qui est et demeure maintenue renvoie la cause et les parties devant la Cour d'assises de la Somme...» (Cass., 15 février 1834.)

Plus récemment, un arrêt de la Cour de cassation du 27 novembre 1884 a statué de la même façon dans une espèce analogue à celle que nous venons de relater : « Attendu que, si, aux termes de l'article 409 du Code d'instruction criminelle, l'annulation d'une ordonnance d'acquiescement et de ce qui l'a précédée ne peut être poursuivie par le ministère public que dans l'intérêt de la loi et sans préjudicier à la partie acquittée, cette règle ne trouve son application que dans le cas où l'acquiescement a été prononcé conformément à l'article 358 du Code d'instruction criminelle, c'est-à-dire au vu d'un verdict régulier, déclarant l'accusé coupable sur tous les chefs d'accusation; qu'il est, en effet, manifeste que, si la déclaration du jury a été affirmative sur un de ces chefs, l'ordonnance d'acquiescement manque de base légale, et constitue de la part du président de la Cour d'assises un excès de pouvoir; que, dans ce cas, le droit du ministère public près la Cour d'assises de se pourvoir contre l'ordonnance de l'acquiescement n'est pas restreinte à l'intérêt de la loi, et peut être exercé en

vue de l'annulation absolue de cette ordonnance... »

Nous venons de voir quelle solution il convenait de donner relativement au pourvoi en cassation lorsqu'une ordonnance d'acquiescement était intervenue.

Si c'est maintenant, non pas une ordonnance d'acquiescement dont bénéficie l'accusé, mais un arrêt d'absolution, que faudra-t-il décider ?

Aux termes de l'article 460 du Code d'instruction Criminelle, l'arrêt d'absolution est susceptible, de la part du ministère public, d'un pourvoi en cassation, au préjudice de l'accusé.

« La même action, dit le second paragraphe de cet article, appartiendra au ministère public contre les arrêts d'absolution mentionnées en l'article 364, si l'absolution a été prononcée sur le fondement de la non-existence d'une loi pénale qui pourtant aurait existé.

Si le pourvoi est accueilli, la cassation ne porte que sur l'arrêt d'absolution.

Aux termes de l'article 434 du Code d'instruction criminelle, la Cour d'assises à laquelle l'affaire est renvoyée prononce un nouvel arrêt sur la déclaration déjà faite par le jury, déclaration qui est maintenue, ainsi que la procédure antérieure, fût-elle entachée de nullité.

Enfin, selon l'article 412, la partie civile ne peut dans aucun cas poursuivre l'annulation d'une ordonnance d'acquiescement ou d'un arrêt d'absolution. Mais

par exception, si l'arrêt a prononcé contre elle des réparations civiles, supérieures aux demandes de la partie acquittée ou absoute, cette disposition de l'arrêt peut être annulée sur le pourvoi de la partie civile.

Les solutions que nous avons données dans ce chapitre au cas d'acquiescement et d'absolution prononcés sur la déclaration du jury, s'appliquent sans difficulté dans l'hypothèse de contumace.

On sait que l'une des particularités de la procédure par contumace consiste en ce que le jugement a lieu sans l'intervention ni l'assistance des jurés, par la Cour d'assises seule. Dans ce cas-là, il n'y a pas seulement arrêt d'absolution, mais encore *arrêt d'acquiescement*.

Celui-ci est définitif et il ne peut être annulé que dans l'intérêt de la loi.

Quant à l'arrêt d'absolution, il peut être attaqué par le ministère public et annulé par la Cour de cassation, avec le même effet que l'arrêt d'absolution rendu sur la déclaration du jury.

e.

EFFETS DE LA DÉCISION D'ACQUITTEMENT QUANT AUX
DOMMAGES-INTÉRÊTS

Trois hypothèses sont à envisager relativement aux dommages-intérêts que la Cour d'assises peut allouer soit à l'accusé, soit à la partie civile, après avoir statué sur l'action publique.

Ces trois cas se répartissent ainsi :

Dommages-intérêts de la partie civile contre l'accusé ;

Dommages-intérêts de l'accusé contre la partie civile ;

Dommages-intérêts de l'accusé contre ses dénonciateurs.

Examinons successivement chacune de ces trois hypothèses :

a). — En premier lieu, nous supposons que la victime du fait s'est constituée partie civile.

Dans ce cas, la compétence de la Cour d'assises pour statuer sur les dommages-intérêts réclamés est des plus étendues.

L'accusé bénéficiât-il d'un acquittement ou d'une absolution, la Cour d'assises peut quand même en accorder (1), à la condition toutefois qu'il subsiste un délit civil à la charge de l'accusé.

1. Au contraire, devant le tribunal correctionnel et devant le tribunal de simple police, lorsque le prévenu est relaxé, la partie civile doit être déboutée de sa demande en dommages-intérêts. Reste à celle-ci à se pourvoir devant la juridiction civile, dans le cas où la décision du tribunal répressif laisse place à une action basée sur l'article 1382 du Code civil, ce qui peut arriver par exemple en matière de dénonciation calomnieuse, de blessures par imprudence, de diffamation. Voyez : Caen, 3 janvier 1907, *Monit. Jud. de Lyon*, 18 février 1908. Cet arrêt infirme un jugement du tribunal correctionnel de Domfront, qui, en relaxant le prévenu, avait cependant prononcé contre lui une condamnation à des dommages-intérêts.

Mais la décision de la Cour sur les dommages-intérêts ne doit contredire, ni en fait, ni en droit, le verdict du jury :

« Attendu, dit un arrêt célèbre de la Cour de cassation du 7 mai 1864, que si l'article 358 du Code d'instruction criminelle autorise la Cour d'assises, après que l'accusé a été acquitté, à statuer sur les dommages-intérêts prétendus par la partie civile, cette attribution doit se concilier avec le respect dû à la chose jugée ; que la loi ne permet pas, en effet, que la vérité judiciaire, souverainement reconnue par la déclaration du jury puisse, dans un intérêt privé, être contestée ou contredite par l'arrêt rendu sur les intérêts civils... »

Dans l'espèce, il s'agissait d'un individu qui, ayant été acquitté d'une accusation de tentative de meurtre par le jury, avait été néanmoins condamné à des dommages-intérêts par la Cour d'assises pour blessures par imprudence.

Le pourvoi reprochait à l'arrêt attaqué :

1° D'avoir méconnu l'autorité souveraine de la décision du jury et violé la chose jugée en faveur de la partie civile.

2° D'être entaché d'excès de pouvoir en ce que la Cour, impiétant sur la juridiction du jury, avait statué sur un délit, celui de coups, dont il appartenait au jury seul de connaître.

Mais ce n'est pas seulement *en fait* que la Cour

d'Assises, lorsqu'elle alloue des dommages-intérêts à la partie civile, ne doit pas contredire le verdict du jury. C'est encore, avons-nous dit, en droit.

Un arrêt confirmatif de la Cour de cassation du 24 février 1886 fait l'application de ce principe.

« Attendu en droit, dit-il, que la défense de soi-même ou des autres étant autorisée par la loi positive comme par la loi naturelle, ne fait pas seulement disparaître la criminalité pénale, qu'elle exclut également toute faute et ne permet pas à celui qui l'a rendue nécessaire par son agression de demander des dommages-intérêts.

« Attendu, en fait, qu'un arrêt correctionnel a proclamé que Dufour était en état de légitime défense lorsqu'il a exercé les violences qui ont causé la blessure dont Marginier réclamait la réparation devant la juridiction civile ; — attendu qu'à bon droit l'arrêt attaqué a considéré cette demande comme inconciliable avec l'excuse péremptoire admise au profit de Dufour, puisque la chose jugée sur la légitimité des actes constitutifs de la défense s'oppose à ce que les tribunaux déclarent plus tard, directement ou indirectement, que la défense a été illégitime... Par ces motifs, rejette : »

b). — En second lieu, nous avons prévu des dommages-intérêts de l'accusé contre la partie civile.

En cas de faute de la part de cette dernière, en effet, l'accusé acquitté et l'accusé absous lui-même

lorsque l'absolution est motivée par la prescription, ont le droit de demander reconventionnellement des dommages-intérêts. Cette solution est prévue par les articles 358 et 366 du Code d'instruction criminelle :

« Dans le cas d'absolution, dit ce dernier texte, comme dans celui d'acquittallement ou de condamnation, la Cour statuera sur les dommages-intérêts prétendus par la partie civile ou par l'accusé. »

c). — Enfin, aux termes de l'article 358, 4^e alinéa, l'accusé acquitté peut former également une demande en dommages-intérêts contre ses dénonciateurs, s'il y a eu calomnie de leur part. A cet effet, il a le droit d'exiger que le procureur général les lui fasse connaître (art. 358-5^e).

Le texte du Code ajoute que néanmoins les membres des autorités constituées ne pourront être ainsi poursuivis, à raison des avis qu'ils sont tenus de donner, concernant les délits dont ils ont cru acquérir la connaissance dans l'exercice de leurs fonctions, et sauf contre eux la demande en prise à partie, s'il y a lieu.

Cette possibilité pour l'accusé acquitté de former une demande en dommages-intérêts contre des dénonciateurs constitue une dernière différence avec le cas d'absolution, où l'individu qui bénéficie d'une semblable mesure ne possède pas un droit analogue.

CONCLUSION

Au cours de ce travail, nous avons étudié l'acquittement en nous plaçant à un point de vue strictement juridique.

Il y aurait beaucoup à dire sur cette matière en envisageant l'acquittement au point de vue philosophique ou législatif.

Qui ne sait, par exemple, que des verdicts négatifs sont fréquemment rapportés par des jurys à l'occasion de crimes dits passionnels, alors cependant que l'accusé est certainement coupable ?

L'acquittement, dans ces conditions, aboutit à une impunité scandaleuse.

Resterait donc à rechercher les moyens de remédier à un tel état de choses.

Sans doute, le jury se laisse parfois entraîner par des mobiles contre lesquels il n'y a pas lieu de réagir, mais il arrive souvent que si le jury ne condamne pas, c'est parce que la pénalité est excessive. Témoin ces acquittements, variant de 25 à 35 0/0 dans les

périodes les plus récentes, que l'on trouve dans les poursuites pour infanticide (1).

Il conviendrait donc de rechercher dans quelle mesure le législateur doit abaisser la pénalité ou de quels pouvoirs nouveaux le jury pourrait être investi.

Permettre au jury, ainsi que cela a été plusieurs fois réclamé au Parlement (2), de se prononcer sur l'application de la peine, serait peut-être une heureuse réforme.

Quant à la proposition de M. le sénateur Bozérian du 4 mai 1885, sur l'admission des circonstances *très atténuantes* qui réduiraient toutes les peines criminelles à un emprisonnement de trois mois à deux ans, proposition reprise avec quelques modifications par MM. Chaumié et Leydet (3), cette réforme est assurément très délicate.

Il a été dit, à la Société générale des prisons, où la question a fait l'objet d'une discussion approfondie, « que défaillance pour défaillance, la défaillance ac-

1. Voyez à cet égard la statistique que publie le compte général de la justice criminelle en France (Garraud, *Traité de dr. pénal*, tome 4, n° 1603).

2. Voyez notamment la proposition de loi de M. Lagasse (*Rev. pénitent.*, 1901, p. 480) et le rapport de M. Cruppi à la Société générale des prisons (*Revue pénitent.*, 1899, p. 1174 à 1205). V. également le projet déposé par M. A. Briand, garde des sceaux, le 20 mars 1908, et le rapport de M. Raoul Péret. (*Journal du Ministère public*, 1908, pp. 211 et 249).

3. *Rev. pénit.*, 1902., p. 361.

cidentelle du jury est préférable à la défaillance permanente de la loi (1). »

Peut-être cependant cette modification législative éviterait-elle des acquittements fâcheux dans les cas où le jury préfère actuellement rendre un verdict de non-culpabilité plutôt que de voir prononcer une peine qu'il juge trop rigoureuse. Peut-être aussi aurait-elle cet heureux résultat de fournir le moyen de doser plus exactement les condamnations contre les criminels à responsabilité limitée (2).

1. Discours de M. le Secrétaire général à la séance solennelle du 21 mars 1903, tenue à l'Hôtel des Sociétés savantes. (*Rev. pénit.*, 1903, p. 487.)

2. En ce sens, Paul Matter, *Annales des sciences politiques*, 15 mars 1903.

Vu : le Président de la thèse,

A. LE POITTEVIN

Vu : le Doyen,

CH. LYON-CAEN

Vu et permis d'imprimer :
pour le Vice-Recteur de l'Académie de Paris,

V. BONNARIC

TABLE DES MATIÈRES

	Pages.
INTRODUCTION.	5
CHAPITRE I. — Notions historiques sur l'acquitte- ment.	10
CHAPITRE II. — Formes de l'acquittement.	16
CHAPITRE III. — Sphère d'application de l'acquitte- ment	34
CHAPITRE IV. — Effets de l'acquittement.	56
CONCLUSION	121

